

10 / 11 février 2011
Nancy, PRES de Lorraine, 34 cours Léopold

Politique

Culture
Débat public

Europe
Technologies
Sciences

Colloque international

Les cultures des sciences en Europe

Volet 1 : Dispositifs en pratique

organisé par le CREM et le LISEC
information et inscription
<http://culturesdessciences.fr>

Nancy-Université
Université Nancy 2

crem
Centre
de recherche
sur les médiateurs

lisc

La Région
Lorraine

MURRAY CURRIE

Nancy

Résumés

Liste des intervenants

Sommaire

Programme.....	5
Résumés	7
Session 1 : La co-construction des savoirs entre culture de la recherche et culture de la pratique	7
Session 2. Nouveaux dispositifs pour le renouveau de la médiation des sciences ?.	10
Session 3 : Science en scène, science en récit.....	13
Session 4 : Publics spécifiques et situations de médiation	17
Session 5 : Scientifiques en société	19
Session 6 : Quels dispositifs pour la participation citoyenne aux choix technoscientifiques?	23
Session 7 : Les technosciences en débat	26
Liste des intervenants	29

Programme

Jeudi 10 février 2011

- 9h30-10h30 **Conférence inaugurale**
Daniel Raichvarg, CIMEOS, Université de Bourgogne
- 11h-12h30 **Session 1 : La co-construction des savoirs entre culture de la recherche et culture de la pratique**
Vida Karen Ifrah, Consultante scientifique en ADP, Luxembourg
Les relations entre science et politique : Le cas de l'Aide à la Décision Politique (ADP)
Karen Rossignol, Centre de Recherche Public Henri Tudor, Luxembourg
Elaboration de savoirs académiques à partir d'expériences de praticiens : retour d'expérience sur les démarches de recherche collaborative dans un centre de recherche public luxembourgeois
Agnès d'Arripe, LASCO, Louvain-la-Neuve
Confrontation entre les savoirs profanes et les savoirs experts / Culture de la recherche, culture de la pratique
- 12h30-14h Repas
- 14h-15h30 **Session 2. Nouveaux dispositifs pour le renouveau de la médiation des sciences ?**
Anne Gagnebien, LABSIC, Paris 13
Sauvons la planète ? Yes we game !
Nathalie Garric, LLL, Université François Rabelais, Tours, **et Michel Goldberg**, LIENSs, Université de La Rochelle
Confrontation de savoirs d'experts destinés à un public de citoyens : le problème de la défiance dans la médiation de controverses à thème scientifique
Angela Settani, Université Sorbonne Nouvelle Paris III et Université de Milan
Dispositifs en ligne de l'UE : « éclairateurs » des problèmes européens ?
- 15h30-16h Pause
- 16h-18h **Session 3 : Science en scène, science en récit**
Daniel Raichvarg et Philippe Ricaud, Laboratoire CIMEOS, Université de Bourgogne
Espaces et dispositifs de médiation. Chansons de science et valeurs de réception
Joanne Clavel, Université de Liège
Quand la médiation scientifique s'empare de la danse
Catherine Brugière, Marianne Chouteau, Céline Nguyen, Eric Triquet, LEPS, Université de Lyon
Les représentations de la science et de la technique dans les séries policières à caractère scientifique, quel apport du récit ?
Claude Nosal, CREM, Université de Haute-Alsace
Savoirs savants et savoirs profanes à l'épreuve des fictions policières. Essai d'épistémologie pratique,
- 19h Réception à l'Hôtel de Ville

Vendredi 11 février 2011

- 8h45 – 10h15 **Session 4 : Publics spécifiques et situations de médiation**
Anne-Catherine Hauglustaine-Robert, Jardin des Sciences, Université de Strasbourg
Les jeunes et la science : le développement des parlements de jeunes en science en Europe
Frédéric Clément, CREIDD, Université de Technologie de Troyes, **et Florence Charbonnier**, Université Joseph Fourier, Grenoble
Utilisation de la polémique liée à la publication de « Silent Spring » de Rachel Carson à des fins d'enseignement.
Renaud Debailly, Certop, Université Toulouse II
Le tournant participatif à l'épreuve de l'expertise. Le développement des Boutiques de Sciences aux Pays-Bas et en France (1977-1990)
- 10h45-12h15 **Session 5 : Scientifiques en société**
Cyrille Bodin, GRESEC, Université Grenoble III
Les dispositifs d'expression publique des acteurs scientifiques : diversification théorique, diversification pratique ?
Clémence Emprin, C2SO, ENS Lyon
Le projet de recherche comme dispositif de médiation : deux modèles en confrontation
Fabienne Crettaz von Roten, Observatoire Science, Politique et Société, Université de Lausanne
Influence des médias et des institutions sur l'engagement des scientifiques envers la société : émergence d'inégalités entre hommes et femmes ?
- 13h45-15h15 **Session 6 : Quels dispositifs pour la participation citoyenne aux choix technoscientifiques ?**
Valentina Pricopie, Institut de Sociologie de l'Académie Roumaine
Horizon 2020 : communiquer la recherche en Europe, faire participer les publics
Agnès Alessandrin et Anne-Marie Houdebine, Université Paris Descartes
Dialogue de l'imaginaire et de l'analytique : pour la co-élaboration d'un dispositif de médiation participatif appliqué au domaine alimentaire
Gilles Hériard Dubreuil, Dorothee Benoît Browaeyns, Stéphane Baudé et Nathalie Fabre, Mutadis et Vivagora, Paris
Le Nanoforum du CNAM en France : espace public pérenne et outil de démocratie constructive sur les nanotechnologies
- 15h45-17h15 **Session 7 : Les technosciences en débat**
Sezin Topçu, ENS, Paris
Vers une « mise en culture » de la catastrophe ? Mobiliser les publics européens face au risque radiologique « durable »
Frédéric Clément et Bertrand Guillaume, CREIDD, Université de Technologie de Troyes
Sciences et société : étude d'un cas historique
Agnès Weill, CREM, Université de Nancy 2
Le débat public sur la gestion des déchets radioactifs en France : exemple d'un outil institutionnel de médiation
- 17h15 **Discours de clôture**
Ulrike Felt, VIRUSSS, Université de Vienne, Autriche

Session 1 : La co-construction des savoirs entre culture de la recherche et culture de la pratique

Vida Karen Ifrah, Consultante scientifique en ADP, Luxembourg

Les relations entre science et politique : Le cas de l'Aide à la Décision Politique (ADP)

Une des préoccupations majeures soulevées par l'intitulé « *Science, société et citoyens* » concerne la question relative aux relations entre science et gouvernance.

Les différentes expériences de coopération entre décideur et chercheurs (communément désignée « expertise scientifique ») ont soulevé des problèmes de collaboration entre les mondes scientifique et politique dont l'explication réside dans :

- Une différence profonde du langage (discours), créant certains obstacles de communication ;
- Une absence de canaux appropriés de communication ;
- Une différence de temporalité en termes de production et besoins d'informations ;
- Un manque de tradition de collaboration.

L'expertise scientifique est souvent perçue de façon unilatérale, c'est-à-dire dans le seul mouvement de la science vers la politique. Les processus d'expertise scientifique témoignent de l'ouverture du monde scientifique sur le monde social et politique, mais ils expriment également le mouvement par lequel le monde politique s'adresse à la science. Ainsi, il est non seulement question du **statut politique**, mais également du **statut épistémologique** de l'expertise scientifique :

- Quel est le rôle de cette expertise vis-à-vis de la science et de la prise de décision et en quoi les deux systèmes participent-ils à leur évolution respective ?
- Quelles sont les modalités d'interaction pour qu'une collaboration innovante entre la pratique politique et la recherche scientifique puisse être fructueuse ?

Développée à partir d'une recherche pragmatique et d'interventions sur le terrain auprès de décideurs locaux et européens, l'**Aide à la Décision Politique (ADP)** est un modèle d'intervention, qui tente de répondre à cette problématique en apportant des solutions opérationnelles aux problèmes de collaboration détectés.

Dans sa **fonction d'interface** indispensable entre chercheurs et décideurs politiques, ce dispositif répond aux besoins des décideurs, selon des procédures scientifiques adaptées au contexte politique. La création de passerelles entre les différents milieux professionnels s'effectue par la conception d'une prestation au croisement de l'opérationnel et de l'innovation, du public et du privé, de la recherche et des politiques nationales et internationales.

L'ADP est un dispositif en pratique qui :

- répond aux exigences d'indépendance inhérente à l'activité scientifique lorsque celle-ci remplit sa mission sociétale d'informer tout au long du processus de décision politique. En effet, les chercheurs se retrouvent devant la difficulté de concilier les activités engendrées par la recherche fondamentale et celles relevant de l'usage social de la méthode scientifique.
- permet aux chercheurs de mieux comprendre les besoins des décideurs. Les décideurs doivent souvent apporter des solutions pratiques à certaines questions politiques. Le challenge pour les chercheurs est d'être capable de comprendre les contraintes des décideurs, de les soutenir à identifier des solutions appropriées aux problèmes détectés et de traduire les conclusions de leur recherche en orientations politiques opérationnelles.

- *soutient la création d'une collaboration constructive* autour de questions bien définies. Le développement d'un réseau flexible et non institutionnalisé, impliquant les décideurs, les chercheurs, les praticiens et les représentants de la société civile, encourage une approche participative.
- *oriente son action sur le développement de solutions pluridisciplinaires* adaptées à la complexité de l'environnement politique.

Karen Rossignol, Ingénieur R&D au Centre de Recherche Public Henri Tudor, Luxembourg

Elaboration de savoirs académiques à partir d'expériences de praticiens : retour d'expérience sur les démarches de recherche collaborative dans un centre de recherche public luxembourgeois.

Ces dernières années se développent en sciences sociales des démarches destinées à franchir le fossé entre recherche et pratique (Kuty et Vrancken, 2001 ; Uhalde, 2008). Elles prennent différentes formes, sous des appellations telles que « recherche-action », « recherche-intervention », « recherche engagée » ou « recherche interactive ». Cependant, malgré les intentions annoncées, chercheurs et praticiens restent en général dans leur champ de pratique respectif, sans vraiment se rencontrer, sans s'influencer mutuellement (Avenier et Schmitt, 2009). Ce phénomène s'explique pour plusieurs raisons. D'abord, la transmission s'effectue essentiellement à sens unique, du « terrain » vers le chercheur. Les données collectées sont destinées à permettre au chercheur de répondre à ses requêtes spécifiques, à renseigner les thèmes qu'il étudie pour répondre aux besoins de sa recherche, voire pour tester des hypothèses de recherche en référence à la littérature scientifique. Les échanges qu'il entretient avec les praticiens se limitent souvent au recueil de données pré-spécifiés par rapport à la question de recherche telle que le chercheur l'a définie préalablement au démarrage du processus de collecte. De plus, le chercheur tente de minimiser l'incidence de ces interactions avec les praticiens au motif de préserver la neutralité du chercheur et de parvenir à l'objectivité. En somme, le terrain a quasi-exclusivement le statut de pourvoyeur d'informations destinées à nourrir le processus de recherche conçu par le chercheur, qui ne s'assure pas de la connexion de sa recherche avec des préoccupations effectives de praticiens.

Né de la loi-cadre sur la recherche publique adoptée en 1987 au Luxembourg, le Centre de Recherche Public Henri Tudor incite ses ingénieurs R&D à véritablement concilier scientificité et pertinence pratique. Ces derniers développent des démarches visant à favoriser l'élaboration de savoirs susceptibles d'être pertinents pour les entreprises publiques et privées implantées au Luxembourg et d'être reconnus au niveau académique. Il s'agit de mener des recherches dites collaboratives pour construire des savoirs scientifiques à partir de l'expérience et des connaissances des praticiens et de réinjecter ces savoirs dans les pratiques afin de les « améliorer ».

Pour interroger les apports et la pertinence de ces démarches, notre enquête se base sur des données empiriques (entretiens, observation dont observation participante, documents significatifs) recueillies lors de l'élaboration d'un processus de recherche collaborative initié par des ingénieurs du CRP Henri Tudor. On se demandera notamment quel rôle est accordé aux praticiens sollicités dans la recherche, à quel point ils contribuent à l'élaboration de la question de recherche, du travail empirique et des savoirs élaborés, comment sont appréhendés les résultats de recherche et quels types de relations se tissent entre chercheurs et praticiens.

Ce retour d'expériences et les réflexions qu'il a suscitées nous paraissent utiles pour montrer comment s'organisent concrètement des formes de confrontation entre savoirs « savants » et savoirs « praticiens » et alimenter le débat présenté dans l'axe 3 de ce colloque.

Références :

- Avenier, M.-J. et Schmitt, C. (2009) Un cadre méthodologique pour des recherches tirant parti de l'expérience de praticiens de la gestion en PME, *Economie et Société*, n°20(2), p.271-294.
- Kutty, O. et Vrancken, D. (dir.) (2001) *La sociologie et l'intervention. Enjeux et perspectives*, De Boeck et Darcier, Bruxelles, 360 p. (coll. Ouvertures sociologiques).
- Uhalde, M. (2008) Reconnaître la diversité des sociologies en acte, in *Agir en sociologie. Comprendre, débattre, concevoir, accompagner*, *Sociologies pratiques*, n°16, p.1-3.

Agnès d'Arripe, Doctorante et membre du LASCO, Louvain-la-Neuve

Confrontation entre les savoirs profanes et les savoirs experts / Culture de la recherche, culture de la pratique.

Nous interrogerons la confrontation entre les savoirs profanes et les savoirs experts. Brian Wynne (1999) décrit les savoirs experts comme des connaissances standardisées, générales et abstraites qui permettent l'action à distance, alors que les savoirs profanes sont, eux, des savoirs faits de connaissances concrètes, locales donc fortement diversifiées et s'appliquant à une réalité dense et multidimensionnelle. Nous nous sommes penchée sur la réalisation d'ateliers de recherche regroupant des professionnels de la santé et du social et des chercheurs universitaires de différentes disciplines.

La volonté de travailler ensemble au-delà des barrières traditionnelles ne va pas sans un certain nombre d'interrogations. Lorsqu'elles sont mises en présence, les personnes vont rapidement mettre en place une série d'habitudes, de rites, de normes, autrement dit, de règles communicationnelles qui leur permettront de vivre ou de travailler ensemble sans passer du temps à redéfinir continuellement les modalités d'interaction. A la suite de Winkin, nous nommerons cet ensemble de règles : la partition communicationnelle, une partition qui, tout en gardant certaines constantes s'actualisera et se modifiera constamment lors des interactions. Lorsque des personnes venues d'horizons variés se réunissent le temps d'un projet, les règles communicationnelles peuvent être floues, remises en question. Une nouvelle partition communicationnelle devra se mettre en place. Nous désirons identifier ces règles « connues de personne et entendues par tous » (Winkin, 1996/2001, p.286) qui guident les interactions et découvrir comment elles naissent.

Pour y parvenir, nous mobiliserons différents niveaux d'analyse. Le contexte global de la société en réseau et la manière particulière dont l'identité des individus s'y construit et s'y déploie retiendra notre attention. Nous nous pencherons également sur les interactions qui se déroulent au sein de cette société en dégagant une grille d'analyse organisée en trois temps : l'analyse de la situation ; le temps de la performance et celui de la permanence, de ce qui fait que, pour paraphraser Kaufmann, nous restons les mêmes tout en étant différent. Nous croiserons notamment la route d'auteurs issus de l'« interactionnisme symbolique » et de ceux appartenant à ce qu'Yves Winkin (1981/2000) décrit comme le courant de « la nouvelle communication ». Nous cheminerons également avec Boltanski et Thévenot (1991). Leur analyse des différents mondes dans lesquelles les situations se situent nous aidera à comprendre la manière dont les individus analysent la situation tandis que les notions d'« épreuve » ou de « compromis » qu'ils ont développée, nous permettront de comprendre comment les attentes normatives associées à la définition du cadre s'actualisent en situation.

La méta-communication peut apparaître comme une clé de compréhension des phénomènes observés. Nous entendons par là, à la suite de Watzlawick, Helmick Beavin et Don Jackson (1972), la communication sur la communication, ou l'échange d'informations à propos de la relation unissant deux personnes en interaction, à propos des règles que ces personnes vont employer pour échanger, pour communiquer. Nous supposons que c'est par cette métacommunication que se construira la partition communicationnelle propre à un groupe mixte et nous insisterons sur l'importance de mettre en place des temps de

métacommunication construite durant lesquels le groupe fait le choix de s'extraire du caractère local des interactions.

Pour mettre au jour la construction de la partition communicationnelle au sein de ce groupe particulier, nous avons mis en place une méthodologie alliant les entretiens semi-directifs, l'observation participante et la Méthode d'Analyse en groupe (Van Campenhoudt et al., 2005). Cette dernière nous permet, au-delà des codes communicationnels souvent implicites, de nous pencher sur la manière dont les acteurs s'expriment sur leurs actions et leurs comportements pour les justifier ou les expliquer quand on leur en fait la demande.

Références :

- Boltanski L., Thevenot L. (1991). De la justification. Les économies de la grandeur. Paris : Gallimard
- Van Campenhoudt L., Chaumont J-M., Franssen A. (2005). La méthode d'analyse en groupe : Applications aux phénomènes sociaux. Paris : Dunod
- Watzlawick P., Helmick Beavin J., Jackson Don D. (1972). Une logique de la communication, Paris : Seuil
- Winkin Y., éd. (1981/2000). La nouvelle communication. Paris : Seuil
- Winkin Y. (1996/2001). L'anthropologie de la communication : de la théorie au terrain. Paris : Seuil
- Wynne B. (1999). Une approche réflexive du partage entre savoir expert et savoir profane. Les Cahiers de la sécurité intérieure, 38, 219-236.

Session 2. Nouveaux dispositifs pour le renouveau de la médiation des sciences ?

Anne Gagnebien, ATER, LabSic, Paris 13

Sauvons la planète ? Yes we game !

Depuis cinq ans, les expositions scientifiques, techniques et de sociétés proposent en France des dispositifs ludo-pédagogiques innovants où les publics, principalement jeunes, mis en scène, jouent le rôle de démiurges mais aussi de médiateurs sur les comportements à adopter ou non pour sauver notre planète et notre espèce.

Des jeux comme le Simulateur dans Climax ou Epidemik dans l'exposition du même nom présentés à la Cité des Sciences et de l'industrie ou bien Clim'way développé par le CCSTI Cap'Sciences à Bordeaux, appartiennent désormais en tant que *serious game* au panorama des exhibits techniques des musées. Ils associent des aspects sérieux comme des informations sur le changement climatique ou de crises environnementales dans une visée sensibilisatrice et éducative avec les ressorts ludiques du jeu vidéo (Alvarez, 2007). Certes cette spectacularisation par *hand on* ou manipulations n'est guère nouvelle (Schiele, 2005) mais elle participe au traitement dans les expositions de la résolution collective de problèmes publics, plus largement de questions sociales vives (Gagnebien, 2010).

Nous proposons d'étudier ces dispositifs de médiation jouant indéniablement un rôle important dans la diffusion du développement durable, notion pluridisciplinaire qui engage aujourd'hui diverses disciplines scientifiques. Deux constats apparaissent à travers toutes les productions discursives analysées :

- les politiques publiques sans cesse véhiculées dans les expositions s'imposent, régulent d'une certaine manière, via la communication, la diffusion du développement durable en produisant des « normes d'action communicationnelle » (Carré, 2005), mises en œuvre par l'État ou les entreprises avec de nouvelles techniques de gestion du social.

- les *serious games* présents dans les expositions se distinguent des logiciels ludo-éducatifs à seule visée d'enseignement et des jeux vidéo dont but est le divertissement avec leurs objectifs d'apprentissage de connaissances et/ou de compétences. Dans le cas de Clim'way, des connaissances sur le problème climatique sont combinées à la gestion publique du problème. Ce type de productions publiques, institutionnelles ou « *political games visent essentiellement à promouvoir les politiques publiques* », ils « *se présentent comme des outils de pédagogie et de familiarisation aux enjeux économiques et politiques* » et insistent sur la complexité des problèmes publics et les difficultés à les résoudre (Mauco, 2008). Fait particulièrement intéressant dans la mesure où l'exposition, pour reprendre les termes d'Yves Winkin[1] est « *un lieu investi par une opération collective temporaire* ».

Nous analyserons alors les discours et les représentations (observations in situ, enquêtes, études de publics, entretiens) des concepteurs d'expositions et des publics, sur ces *games*, quand le visiteur est à la fois consommateur, citoyen mais avant tout joueur et acteur dans une société en crise.

Notes :

1. Y. Winkin, « Propositions pour une anthropologie de l'enchantement », in P. Rasse (dir.), *Unité-Diversité. Les identités culturelles dans le jeu de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.169-179.

Références :

- Alvarez d' J., 2007, Du jeu vidéo au serious game. Approches culturelles, pragmatique et formelle, thèse en sciences de l'Information et de la Communication, sous la dir. Jean Pierre Jessel et Gilles Methel. Université de Toulouse IOS et Toulouse IOSI. (LARA et IRIT-CNRS)
- Carré, D., 2005. « Apport de la problématique communicationnelle à la compréhension des processus de la diffusion des techniques », in Actes des travaux du groupe de recherche « sociologie de la communication », Congrès international des sociologues de langues française, Tours 5-9 juillet 2004, pp. 65- 73.
- Mauco, O., 2008 « Les serious games, entreprise d'auto légitimation », Médiamorphoses – n.22, INA, Bry-sur-Marne, pp.79-84
- Schiele B., « Publiciser la science ! Pourquoi faire ? », in I. Paillart (dir.), La publicisation de la science, Grenoble, PUG, 2005, p. 22.
- Winkin Y., « Propositions pour une anthropologie de l'enchantement », in P. Rasse (dir.), *Unité- Diversité. Les identités culturelles dans le jeu de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.169-179.

Nathalie Garric, Laboratoire ligérien de linguistique (LLL), Université François Rabelais, Tours & **Michel Goldberg**, Littoral, Environnement et Sociétés (LIENSs, CNRS, UMR 6250), Université de La Rochelle

Confrontation de savoirs d'experts destinés à un public de citoyens : le problème de la défiance dans la médiation de controverses à thème scientifique

Des sites internet dédiés à des débats de société à thème scientifique proposent des mises en scène de controverses destinées à un large public de non-spécialistes. Ces sites publient des *débats structurés* c'est-à-dire de débats dans lesquels les thèmes sont discutés de manière telle que les arguments des camps opposés sont confrontés dans un même espace. Ces dispositifs de médiation peuvent contribuer à former le citoyen à l'étude de problématiques à thème scientifique car ils présentent les différents enjeux environnementaux, sociaux et politiques du point de vue d'experts, de scientifiques ou de journalistes qui soutiennent des courants de pensée opposés. Notre contribution sera centrée sur l'étude de certains marqueurs énonciatifs, notamment modaux et argumentatifs

dans un débat de société à thème scientifique : la mise en culture de plantes génétiquement modifiées. Le corpus sera constitué de débats structurés récemment mis en ligne.

Notre recherche sera centrée sur des questions liées à la confrontation argumentative, qui n'émergent que parce qu'il y a une confrontation et un débat, et qui révèlent l'existence d'une *déficience* entre les intervenants. Notre étude visera à comparer d'une part *le projet éditorial* de sites qui proposent des débats structurés et d'autre part *les débats eux-mêmes*, en nous centrant sur les révélateurs de cette défiance et sur les efforts mis en place par les intervenants pour traiter de ce problème. En particulier, nous étudierons les fonctionnements discursifs suivants :

1. La multiplicité des énonciateurs à l'intérieur d'un même discours : le *scientifique* qui fait reposer son discours sur un savoir vérifié, reconnu par sa communauté mais aussi le *chercheur* qui met en avant les doutes, les inconnues, les incertitudes ; l'*organisateur* d'un débat mais aussi le *participant* qui prend position ; le prescripteur de normes de la science, de la recherche, de la controverse, mais aussi celui qui revendique un positionnement extérieur au débat éthique.
2. Le méta-débat sur les normes de l'argumentation dans le débat : les accusations d'arguments fallacieux et contradictoires (d'un point de vue logique ou d'un point de vue lié aux ambiguïtés du langage).
3. Certaines attitudes telles que le changement inopiné de thème du débat. Nos études précédentes ont montré que dans certains débats, les opposants traitent de thèmes dans lesquels ils se sentent outillés pour affaiblir les thèses opposées. A l'inverse, ils évitent d'autres thèmes. Il arrive ainsi que la discussion passe inopinément d'un thème appartenant au domaine scénique de l'environnement à celui de la santé, puis à celui de l'économie, selon l'opposant qui s'exprime, en évitant une confrontation des arguments ayant trait à un thème donné.
4. Le problème du discours principalement monologal et du discours pour autrui, dans lequel la parole est mise au service d'intérêts non-explicités, indépendamment des thèses et des arguments de l'adversaire, comme s'il n'était pas entendu.

Angela Settani, doctorante, Université Sorbonne Nouvelle Paris III et Université de Milan

Dispositifs en ligne de l'UE : « éclaireurs » des problèmes européens ?

Le « déficit démocratique » qui affecte la vie politique de l'Union Européenne a interrogé Bruxelles sur la notion d'espace public européen et du rôle du citoyen européen grâce aux nouveaux médias. Le début du XXIème siècle marque pour l'Union Européenne le renouvellement de l'approche communicative avec ses citoyens. Nouveau siècle, nouvelles technologies de communication, nouveaux problèmes et un nouveau défi communicationnel communautaire à l'horizon. Barroso en 2005 proposa une nouvelle approche plus démocratique : « Cela suppose un accès à des informations claires et objectives, un processus décisionnel transparent et facile à comprendre, et un dialogue bilatéral permanent entre les hommes politiques et les citoyens ». Internet est reconnu alors comme un média nécessaire pour l'UE, @ média du tournant communicationnel européen. Entre 2005 et 2009 il parut sur la toile: le forum *Debate Europe*, le site *Europa*, *Eu Tube*, chaîne UE d'informations sur YouTube. Dès les années 2000 le but des anciens et nouveaux médias est renforcer la démocratie en UE. En effet, le plan D comme Démocratie, Dialogue et Débat de 2005 encourageait les Etats membres à organiser un large débat public sur l'avenir de l'Union européenne et sur les problèmes européens, en y associant les citoyens, les groupes d'intérêts, les employeurs et les syndicats, les parlements nationaux et les partis politiques, avec le soutien des institutions communautaires.

Notre recherche portera sur le débat et la confrontation qui a eu lieu sur le forum *Europe Debate* lors de la dernière crise financière du 2008. Nous analyserons les contributions des

internautes français et italiens. Nous envisageons d'étudier la place des modérateurs dans le forum et la contribution des internautes experts en science économique et géopolitique vis-à-vis des autres internautes qui appartient au *vulgo*. Une étude de leurs discours et de leur position interlocutive sera réalisée. Est-ce qu'une confrontation et un débat dans une agora virtuelle entre citoyens européens plus ou moins experts du secteur économique-financier et géopolitique peuvent réveiller la conscience européenne? L'analyse des fonctionnements discursifs nous aidera à éclairer la position du citoyen « expert scientifique » au sein du forum et sa contribution à la compréhension du « problème économique-financier » : crise.

Notre réflexion nous amènera à réfléchir également sur les dispositifs européens en ligne. Des aspects, comme le rôle divulgateur des plates-formes sur internet et les nouvelles politiques de communication de l'UE seront également observés.

Notes :

1. http://ec.europa.eu/commission_barroso/wallstrom/keydocs_en.htm.
2. http://ec.europa.eu/commission_barroso/wallstrom/pdf/com_2008_158-4_en.pdf

Session 3 : Science en scène, science en récit

Daniel Raichvarg, Professeur des Universités, Laboratoire CIMEOS (EA 4177), Université de Bourgogne

Philippe Ricaud, Maître de Conférences, Laboratoire CIMEOS (EA 4177), Université de Bourgogne

Espaces et dispositifs de médiation. Chansons de science et valeurs de réception

Le spectacle vivant, quand il prend pour objet les (techno-)sciences, propose des dispositifs de médiation qui interrogent les problématiques des chercheurs du champ de la vulgarisation et/ou de la culture scientifique. Ces dispositifs posent des questions relatives à la création des œuvres reconnues comme en faisant partie et des questions relatives à l'élucidation des mondes que ces œuvres croisent – celui des créateurs, des analyseurs, des praticiens et des théoriciens : ces interrogations sont classiques mais elles semblent prendre des valeurs particulières, s'agit des (techno-)sciences. Cependant, parmi ces dispositifs relevant du spectacle vivant, il existe un corpus particulier composé de chansons de (techno-)sciences. Ce répertoire, relativement abondant dans sa diachronicité, est exploité par la compagnie *Les Bateleurs de la Science*, sous des formes diverses – spectacles ambulatoires de rue, cabarets. Ce corpus et sa mise en œuvre jouent avec ce que l'on peut qualifier d'immersion participative (Michel Valmer, *Le théâtre de sciences*, 2006) : immersion par identification, immersion par participation du corps, immersion par cognition. Ce dispositif parce qu'il est médiatique-populaire et porteur de situations d'immersion devient-il enclencheur d'actions et si oui lesquelles ? En suivant les topiques qu'il mobilise et énoncées par Luc Boltanski (*La souffrance à distance*, 1996) – topique de la dérision, topique du quotidien, topique esthétique -, la réponse pourrait être "oui mais non", ou bien "non mais oui". En somme, par la problématique SIC (Sciences / Imaginaires / Communication), ces chansons de (techno-)sciences interrogent les modèles d'analyse de la vulgarisation des sciences.

Joanne Clavel, Post-doctorante de l'Université de Liège, Belgique

Quand la médiation scientifique s'empare de la danse

Résumé : Si les rapports entre l'art et la science ont une longue histoire, émergent, depuis peu de temps, des dispositifs de transmission des savoirs scientifiques qui font appel à l'art chorégraphique. Ces collaborations entre chercheurs et danseurs proposent, par exemple, un nouveau type de spectacle chorégraphique nommé « conférence dansée ». La particularité de l'art chorégraphique est qu'il relève de la transmission d'un savoir par une

communication non verbale impliquant une chaîne d'énonciateurs apportant leurs interprétations personnelles. De plus, la subjectivité inhérente à la réception de la danse par un public demande une interprétation personnelle qui tranche fortement avec les objectifs de transmission scientifique classique. Ainsi, on peut expliquer le désir des scientifiques d'accompagner ou d'intégrer une conférence scientifique aux spectacles chorégraphiques. Mais pourquoi faire appel à la danse dans ce cas ? Inversement, pourquoi vouloir restreindre l'interprétation à une signification scientifique quand on fait appel à l'art des multiples interprétations ? Quelles sont les caractéristiques de ces formes de collaborations ? Comment la mise en commun de ces deux mondes si différents opère-t-elle ? Et que perçoit le spectateur ?

A partir de quelques exemples de co-crétions art & science – à savoir les démarches des compagnies Hallet-Egayan, Acte et Natural Movement – nous allons étudier comment se nouent les objectifs et les enjeux des deux univers artistique et scientifique. Nous souhaitons étudier le processus de médiation de la production à la réception en proposant quelques résultats d'analyse et d'enquête qui constituent une première approche de l'ensemble de ce processus. Afin de décrire la manière dont s'effectue la transmission, le transfert ou la vulgarisation des connaissances scientifiques dans et par l'art nous avons étudié les intentions des acteurs dans la production des œuvres. Pour cela, nous avons questionné, à l'aide d'une méthode sociologique d'enquête semi-directive, les différents acteurs impliqués dans les deux premières compagnies citées ci-dessus[1]. L'analyse du rôle que se donnent chacun des acteurs (scientifique, chorégraphe, danseurs) ainsi que celle de leurs conceptions respectives de la science[2] et de sa transmission, doit nous permettre d'apporter un premier éclairage à un dispositif de vulgarisation dont les enjeux peuvent apparaître *a priori* contradictoires.

Pour aborder ensuite la question de la réception, nous prendrons appui sur une étude menée lors de la fête de la science 2009 à l'Université Paris XI. Le collectif Natural Movement y présentait une vidéo dansée accompagnée d'une conférence scientifique. Nous avons effectué une étude de réception par questionnaire, puis, en laboratoire, une étude cognitive portant sur l'attention du récepteur visionnant les enregistrements de danse et de conférence.[3]

En confrontant les enquêtes auprès des producteurs, l'analyse des dispositifs ainsi que l'enquête de réception, nous espérons apporter un premier éclairage sur cette pratique de transmission par la danse, encore peu étudiée.

Notes :

1. Le recueil de données n'est pas encore complet actuellement (Juillet 2010).
2. Les domaines scientifiques abordés dans les différents travaux des compagnies sont : l'Evolution, la Physique des matériaux, l'Immunologie, l'Anthropologie et l'Ecologie urbaine
3. Une quarantaine de volontaires ont ainsi été soumis à un protocole de visionnement de vidéos en situation semi-naturelle. L'attention a été mesurée à partir de données comportementales et plus précisément de la direction du regard, mesurées à l'aide de l'enregistrement vidéo des volontaires.

Catherine Brugière, Maître de conférences, LEPS-LIRDHIST, Université de Lyon

Marianne Chouteau, Professeur associée, LEPS-STOICA, université de Lyon

Céline Nguyen, Maître de conférences, LEPS-STOICA, université de Lyon

Eric Triquet, Maître de conférences (HDR), LEPS-LIRDHIST, université de Lyon et IUFM de Grenoble

Les représentations de la science et de la technique dans les séries policières à caractère scientifique, quel apport du récit ?

Dès la fin des années 1980 un théoricien de la communication comme Fisher (1987) proposait le concept d'« Homo narrans », pour marquer le fait que toute communication humaine use de la narration. Sur un plan cognitif, Bruner (1992) a de son côté montré que nous donnons du sens à notre expérience par l'intermédiaire du récit. Jacobi (1999) affirme quant à lui que la vulgarisation scientifique, sous toutes ses formes, use du récit pour diffuser des savoirs ou pour mettre en scène la recherche scientifique. Mais peu de travaux se sont intéressés aux productions qui intègrent les sciences et techniques de manière « détournée » sans intention vulgarisatrice avouée, comme les séries d'investigation policières qui occupent les écrans de télévision de nombreux pays depuis les années 2000 : *Les Experts* ou *Bones*. Ces deux séries mettent en scène des équipes constituées le plus souvent d'un policier de terrain et de policiers scientifiques experts en « CSI » (Crime scene Investigation[1]), en anthropologie judiciaire (*Bones*), en informatique (*Bones* et *Les Experts*), en médecine légale (*Bones* et *Les Experts*).

Notre recherche interdisciplinaire[2] se propose de déterminer en quoi l'approche par le récit de fiction peut constituer une nouvelle façon de parler de la science et de la technique, de les interroger, de contribuer à une circulation des idées et des savoirs en jeu dans la société, enfin de créer ou renforcer certains types de représentations stéréotypées et d'attitudes à l'égard de la science et de la technique.

La prise en compte de ces manières de dire la science et la technique et de penser leurs rapports appelle deux études complémentaires

La prise en compte de ces manières de dire la science et la technique et de penser leurs rapports appelle deux études complémentaires :

- dans un premier temps, un travail de caractérisation du genre « chimère » et d'inventaire des formes au travers desquelles ce genre s'exprime ;
- puis une d'analyse des potentialités, limites et enjeux du genre dans une perspective de médiation de la science et de la technique.

Cette seconde étude, qui vise à analyser le traitement fictionnel de la science et de la technique passe par une étude fine des modalités du traitement linguistique et iconographique du récit en général – et du récit télévisé en particulier – et des fonctions dévolues au récit :

- la fonction de représentation : jeux de vraisemblance dans la mise en scène des lieux, des acteurs, des objets mobilisés ;
- la fonction de problématisation : couplage d'un questionnement d'ordre scientifique avec l'intrigue d'ordre policière : mener une enquête afin de démasquer le(s) coupable(s) ;
- la fonction d'explication : résolution de l'enquête et mobilisation de savoirs et/ou de techniques scientifiques.

Pour illustrer notre propos, nous nous appuyerons sur des séquences clés contenues dans les épisodes.

Notes :

1. Titre original des Experts.

2. Nos disciplines de rattachement sont en effet les sciences de l'éducation et les sciences de l'information et de la communication.

Claude Nosal, Professeur des universités, Université de Haute Alsace

Savoirs savants et savoirs profanes à l'épreuve des fictions policières. Essai d'épistémologie pratique

Aller vers la science ne signifie pas que l'on entende se confondre avec elle, ni accepter toutes ses façons de voir ou d'agir en matière de méthodologie ou de construire une logique particulière de récit. Par ailleurs, toutes sortes de spécialistes étudient aujourd'hui les logiques de la vie quotidienne, communes, ordinaires, naturelles ou naïves, à des fins diverses : la modélisation des échanges verbaux dans des univers de discours restreints, la formalisation universelle du raisonnement (Gardin, 1991) ou l'énoncé d'une théorie générale de la communication (Sperber et Wilson, 1986). Le critère de séparation entre les deux serait, dans notre perspective de modèle et récit, la nature du rapport qu'entretiennent les propositions de chacun avec les données empiriques : rapport obligé dans le premier cas, relâché dans le second cas.

L'épistémologie à laquelle se réfère cette communication est une épistémologie pratique où l'on ne traite guère de problèmes spéculatifs, mais seulement de questions dites appliquées. Ces questions portent ici sur les mécanismes et sur les fondements de l'argumentation scientifique et profane : quelles sont les opérations mobilisées dans ces raisonnements ? Sur quelles bases de données ces raisonnements s'appuient-ils ? Comment valide-t-on ces raisonnements ?

L'approche choisie est celle de confronter les logiques formelles (déduction, induction, inhérence) à d'autres « logiques » comme l'adduction et la sérendipité.

A partir des fictions policières d'Agatha Christie, Conan Doyle, Tony Hillermann, Edgar Poe, Jo Upfield, Robert Van Gulik, la communication vise à interpellier les savoirs dits savants et les savoirs dits profanes ou citoyens. Pour ce faire, nous empruntons, tout en l'adaptant, notre méthode à l'archéologie. Il s'agissait, à la fin des années 1950, de reproduire le raisonnement suivi par l'assyriologue Paul Garelli (Gardin&Garelli 1961) pour reconstituer un réseau économique célèbre parmi les orientalistes, établi en Cappadoce au début du II^{ème} millénaire par des marchands originaires de Haute Mésopotamie. Ce réseau très puissant nous est connu par des tablettes cunéiformes qui sont les « lettres » échangées par ces marchands, recueillies par milliers dans les fouilles d'Anatolie. Le problème était d'intégrer des centaines de milliers d'informations pour reconstituer la structure générale du réseau. Le rôle de son collègue Jean-Claude Gardin était de transformer ses raisonnements en un programme, lequel simulait la démarche de l'assyriologue pour l'appliquer plus vite à des corpus plus larges. Pour ce faire, Gardin s'est appuyé à l'époque sur le logicien Jean-Blaise Grize qui plaçait pour une représentation des raisonnements de la logique dite naturelle sous forme de « schématisations ». A ses yeux, la schématisation est un outil commode pour étudier l'architecture de nos constructions savantes ; « des schémas qui permettent d'embrasser d'un coup d'œil les cheminements et enchaînements logiques voire des édifices théoriques entiers » (Grignon 1995 : 3)

Nous appliquerons aux fictions policières le même démarche de schématisation pour faire émerger et reformuler les raisonnements utilisés par les différents enquêteurs. Nous comparerons ensuite les résultats.

Nous essaierons de valider notre hypothèse de travail : ne seraient-ils pas aussi des « systèmes de pensée » au même titre que le sont les pensées rationnelles, discursives, rhétoriques etc. Ils constitueraient alors une modalité de cheminement de l'interprétation humaine, qui se pose en alternative des cheminements formels ; et non pas en substitution

de ceux-ci. Dans un genre comme dans un autre, nous sommes confrontés à des exigences intellectuelles très fortes.

Nous postulons que l'anatomie comparée des constructions savantes et profanes, et les questions d'épistémologie qui en sont le produit pourraient contribuer à fournir des éclairages pertinents voire des outils interprétatifs permettant de répondre plus directement aux interrogations de l'axe 3.

Session 4 : Publics spécifiques et situations de médiation

Anne-Catherine Hauglustaine-Robert, Jardin des Sciences, Université de Strasbourg

Les jeunes et la science : le développement des parlements de jeunes en science en Europe

À l'heure où nos disciplines scientifiques et culturelles connaissent de profondes évolutions et au moment où se créent de nouveaux grands établissements culturels et de diffusion de la culture scientifique et technique, revenir sur la question des jeunes et de la diffusion des sciences permet une mise en perspective des questions liées à la diffusion de la CST en France et en Europe.

Revenons sur cette question des nouveaux outils de diffusion des sciences vers un jeune public. Cette intervention s'appuie sur un travail collectif réalisé au Jardin des Sciences de l'Université de Strasbourg dans le cadre d'un projet européen : 2-WAYS. Organiser un parlement de science pour un jeune public dans un cadre scolaire était l'engagement d'une quinzaine de partenaires d'un projet européen entre 2008 et 2010. La thématique choisie liée aux sciences du vivant a permis un débat très animé autour des questions de bioéthique dans les divers pays concernés par ce projet. La présentation finale des résolutions au Parlement Européen à Bruxelles en décembre 2010 a été l'occasion de confronter ces différentes approches.

Notre présentation portera sur cette question de l'organisation à l'échelle européenne de parlements de jeunes sur des sujets scientifiques, sur les résultats observés et sur l'imbrication de ces outils dans un panorama plus large de projets de diffusion des sciences vers un jeune public.

Frédéric Clément, Agrégé, doctorant, Université de Technologie de Troyes, CREIDD

Florence Charbonnier, Professeur des universités, Université Joseph Fourier

Utilisation de la polémique liée à la publication de « Silent Spring » de Rachel Carson à des fins d'enseignement.

La publication de « Silent Spring » par Rachel Carson en 1962 provoqua une vaste polémique aux Etats-Unis puis dans le monde occidental entraînant une modification de la réglementation des pesticides. Cet ouvrage est également considéré comme l'un des symboles de la fracture entre les sciences, les techniques et la société. L'œuvre dépasse le cadre classique de la vulgarisation scientifique du fait de la multitude des disciplines concernées, de l'objectif de l'auteur et du milieu de l'apprentissage. La nature même du sujet implique pour le citoyen une mobilisation de ses différentes représentations (scientifiques, politiques, religieuses, ...).

Les techniques liées aux pesticides et les réglementations associées ne sont plus les mêmes aujourd'hui. Mais une polémique liée à leur utilisation et à leur dangerosité existe toujours.

Pour des élèves ingénieurs, dans le cadre d'une formation aux bases scientifiques de l'environnement, la reconstruction d'un milieu conflictuel sur les bases de documents

d'archives (de l'époque de la publication de l'ouvrage) et de documents actuels est-elle pertinente dans une perspective d'apprentissage ?

Dans le but de tester cette approche de la formation aux sciences de l'environnement, nous avons construit une séquence d'enseignement en deux séances axées :

- sur la découverte de documents historiques (extraits de « Silent Spring », entretiens et vidéos) et de documents actuels (textes issus du site www.info-pesticides.org de l'Union des Industries de la Protection des Plantes), permettant d'aborder d'une part la réalité des problèmes que vise à résoudre l'utilisation des pesticides et d'autre part la pertinence du questionnement portant sur leur utilisation raisonnée ;
- puis sur la mise en débat des réactions suscitées par les documents lus et visionnés.

Cette séquence a été mise en place sur deux semestres d'enseignement à l'Université de Technologie de Troyes: en fin de module (durant le second semestre de la première année d'études universitaires) et en début de module (au tout début du parcours universitaire) « Sciences de l'environnement ». Elle a été suivie d'entretiens avec quelques-uns des étudiants de chaque groupe.

Dans les deux situations, il s'agit d'étudiants adultes ayant fait le choix d'une formation aux sciences de l'environnement, donc d'un public a priori non seulement concerné par les problèmes soulevés (par sa responsabilité engagée de citoyen) mais aussi disposé à s'impliquer dans un débat à caractère scientifique (en relation avec son projet professionnel dans un parcours de sciences), c'est-à-dire un public a priori susceptible de tirer profit d'une telle approche.

La répétition de l'étude à deux temps de la formation a fourni des éléments pour mieux caractériser la population testée (en situation d'apprentissage dans un cadre universitaire) par rapport au public visé par l'auteur de l'ouvrage « Silent Spring » au temps de sa publication (le citoyen Américain de 1962).

Le suivi des débats et les réponses fournies dans les entretiens ont fait émerger une diversité de conceptions et de représentations des étudiants, parfois surprenantes pour le public concerné. L'enquête en cours sur les connaissances construites dans le module d'enseignement concerné, permettra d'évaluer la séquence en termes de formation des élèves-ingénieurs.

Renaud Debailly, Docteur en sociologie de l'Université Paris IV et chercheur postdoctorant au Certop, Université Toulouse II et CNRS

Le tournant participatif à l'épreuve de l'expertise. Le développement des Boutiques de Sciences aux Pays-Bas et en France (1977-1990)

Les derniers programmes-cadres européens insistent sur la nécessité du partage des savoirs avec la société civile. Dans les différents documents publiés par la Commission européenne, la thématique « sciences et société » a ainsi été remplacée par une nouvelle thématique « sciences en société ». Ce glissement n'est pas anodin, il repose notamment sur l'idée que la participation des citoyens aux choix scientifiques et techniques est devenue un impératif depuis les années 1980.

L'analyse des dispositifs et des difficultés concrètes auxquelles se heurtent les acteurs sont cependant incontournables pour complexifier cette vision globalisante. Cette communication propose de revenir sur l'expérience des « Boutiques de Sciences » (BdS) dont l'objectif est de démocratiser l'accès à l'expertise scientifique. L'analyse du déroulement de cette expérience aux Pays-Bas et en France, depuis la fin des années 1970 jusqu'au années 1990, permet de nuancer l'idée selon laquelle un tournant participatif se serait aisément imposé en Europe.

Après un mouvement de désacralisation des sciences pendant les années 1970 dans plusieurs pays européens, des étudiants et des enseignants proposent aux Pays-Bas de rendre accessible l'expertise aux « non-scientifiques » (*ie.* syndicats, associations, ONG) en créant des BdS afin de réaliser des expertises à titre gratuit. Il s'agissait pour ces étudiants et ces enseignants de contribuer au changement social en aidant des groupes dominés qui ne pouvaient pas financer une expertise. Le modèle s'est ensuite exporté dans plusieurs pays européens (*eg.* Allemagne, Autriche, France).

Devant le déclin assez rapide des BdS en France et leur succès aux Pays-Bas jusqu'à la fin des années 1990[16], nous insisterons sur le fait que cette situation paradoxale doit être rapportée aux traditions nationales dans lesquelles les Boutiques se développent, et à la définition du projet des BdS par les différents acteurs en présence : les scientifiques, l'Etat et la « demande sociale ». Cette comparaison permettra de souligner l'influence cruciale des cultures politiques nationales sur la participation dans le domaine des sciences et des techniques.

Références :

- FARKAS Nicole (2002), « Bread, Cheese and Expertise: Dutch Science Shops and Democratic Institutions », Thèse sous la direction de BREYMAN Steve, Discipline : Philosophie, Rensselaer Polytechnic Institute.
- FISCHER Corinna, LEYDESDORFF Loet et SCHOPHAUS Malte (2004), « Science Shops in Europe : the Public as Stakeholder », *Science & Public Policy*, Vol. 31, n°3, pp. 199-211.
- MULDER Henk A. J., AUF DER HEYDE Thomas, GOFFER Ronen, TEODOSIU Carmen (2001), *Success and Failure in Starting Science Shops*, SCIPAS Report N°2, EC-DG RESEARCH programme, Improving the Human Research Potential and the Socio-Economic Knowledge Base (IHP) Strategic Analysis of Specific Political Issues (STRATA).
- STEWART John et KAHN René (1985), *Les boutiques de sciences en France : doctrines et fonctionnement*. Action Thématique Programmée « Science, Technologie et Société » du CNRS, Paris, Strasbourg.

Session 5 : Scientifiques en société

Cyrille Bodin, doctorant en Sciences de l'Information et de la Communication au GRESEC, Université Grenoble III Stendhal

Les dispositifs d'expression publique des acteurs scientifiques : diversification théorique, diversification pratique ?

Au sein de l'axe « espaces et dispositifs de médiation », cette présentation concerne l'étude des représentations des acteurs scientifiques engagés dans différents dispositifs de médiation mettant en scène la science et, parfois, ses enjeux sociopolitiques. Nous nous centrerons ici sur les représentations qu'ont ces acteurs de leur propre rôle dans les sociétés démocratiques et vis-à-vis des acteurs « externes » à l'activité professionnelle scientifique.

Nous inscrivant dans le courant théorique de l'*Ecole critique*, nous observons une diversification au cours de l'histoire de ces dispositifs. Au modèle traditionnel de la *vulgarisation* se sont récemment adjoints ceux de l'*action culturelle scientifique*, puis de la participation institutionnalisée d'acteurs pluriels aux débats scientifiques devenus publics, dit modèle *dialogique* ou *pragmatique*. Ces différents modèles correspondraient à des représentations du monde diversifiées, faisant fondamentalement varier les notions de *communication* et de *raison*, en englobant progressivement les champs culturels et politiques. Nous nous questionnerons ici sur les conditions d'une mise en pratique de cette diversification théorique du point de vue des acteurs scientifiques. Ces derniers s'emparent-

ils des dispositifs de débats publics, et sous quel statut ? Quelle place jouent les traditions et savoirs communicationnels dans ces engagements ?

Nous avons développé quatre volets empiriques dans le cadre de la préparation d'une thèse en Sciences de l'Information et de la Communication. Les trois premiers volets s'appuient sur un corpus d'entretiens semi directifs d'acteurs engagés dans trois dispositifs distincts et correspondant, dans certaines limites, aux modèles théoriques susmentionnés : une publication de *vulgarisation*, les éditions 2009-10 de la Fête de la Science, et les débats de la Commission Nationale du Débat Public sur les nanotechnologies et leurs enjeux. Notre quatrième volet porte sur l'observation et l'analyse de contenus de formations intra académiques à la *communication*, l'*information* et la *médiation* scientifiques.

Notre terrain étant en phase de finalisation, nous avancerons sous réserve trois hypothèses. Premièrement, les dispositifs tels que la Fête de la Science ou les débats de la CNDP tendent à être redéfinis par les acteurs scientifiques praticiens, tant dans les discours que dans les pratiques mêmes, comme « actes de vulgarisation », laissant supposer une incompréhension de ces dispositifs d'un point de vue théorique, ainsi qu'une difficulté pour ces acteurs de se définir en dehors d'une posture traditionnelle. Seconde hypothèse, venant en exception de la première : les acteurs scientifiques participant aux débats publics, en dehors des intervenants officiels, tendent à effacer leur identité scientifique au profit de celle de « militant », laissant supposer la représentation d'une forte opposition entre ces formes symboliques d'auto présentation de soi. Enfin, dans les formations intra académiques observées, les notions d'*information*, de *communication* et de *médiation* restent exclusivement abordées sous un angle pratique et peu distancié, présentant la *vulgarisation* comme débouché naturel et exclusif.

Ces différents points semblent montrer la coexistence de représentations du monde diversifiées, parfois opposées, au sein des acteurs scientifiques. D'un côté, les normes dominantes de la *vulgarisation* favoriseraient implicitement le maintien d'une frontière entre *science* et *société*, par une approche du politique « indirecte », et fixée dans un rapport pédagogique. Cette pratique semble fortement constitutive de l'identité socioprofessionnelle d'une communauté. De l'autre côté, une approche inclusive, transversale et « à la marge », portée par des acteurs scientifiques agissant de l' « extérieur », visant à associer aux visées pédagogiques des lieux de pratiques politiquement orientées.

Références :

- Beck Ulrich, La société du risque : sur la voie d'une autre modernité, Champs Flammarion, 2001.
- Blondiaux Loïc, Le nouvel esprit de la démocratie, actualité de la démocratie participative, La république des idées – Seuil, 2008.
- Callon Michel, Lascoumes Pierre, Barthe Yannick, Agir dans un monde incertain, essai sur la démocratie technique, La couleur des idées – Seuil, 2001.
- Caune Jean, Culture et communication, convergences théoriques et lieux de médiation, Presse Universitaire de Grenoble, 2006.
- Elias Norbert, Engagement et distanciation, Fayard, 1993.
- Fayard Pierre Marie, La communication scientifique publique, de la vulgarisation à la médiatisation, La Chronique Sociale, 1988.
- Habermas Jürgen, La technique et la science comme « idéologie », tel Gallimard, 1973.
- Habermas Jürgen, L'espace public, Critique de la politique Payot, 1997.
- Jurdant Baudouin, Les problèmes théoriques de la vulgarisation scientifique, Cluster ERSTU – Editions des archives contemporaines, 2009.
- Kaufmann Alain, « La participation des citoyens à l'évaluation sociale des nanotechnologies », intervention lors de la conférence Comment appréhender les risques des nanoparticules d'aujourd'hui et de demain, Grenoble, 9 octobre 2008, organisation PACTE-CCSTI-MINATEC.

- Miège Bernard, *La société conquise par la communication, la communication entre l'industrie et l'espace public*, Presse Universitaire de Grenoble, 1997.
- Miège Bernard, *La société conquise par la communication, les Tic entre innovation technique et ancrage social*, Presse Universitaire de Grenoble, 2007.
- Miège Bernard, *La pensée communicationnelle*, PUG, 2005.
- Neuveu Erik, « Les sciences sociales face à l'espace public, les sciences sociales dans l'espace public », in Pailliarth Isabelle (dir.), *L'espace public et l'emprise de la communication*, Ellug, 1995.
- Pailliarth Isabelle (dir.), *La publicisation de la science : exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser*, Presse Universitaire de Grenoble, 2005.

Clémence Emprin, doctorante C2SO, ENS Lyon

Le projet de recherche comme dispositif de médiation : deux modèles en confrontation

Cette communication vise à comprendre les logiques à l'œuvre dans le projet de recherche comme dispositif de communication des connaissances. Il sera question de deux modèles : un projet *Ecosed*, financé par l'Agence Nationale de la Recherche, reprenant certaines caractéristiques des projets européens[1], et le programme *DIVA* (dix projets), financé par les Ministères de l'écologie et de l'agriculture, héritant d'une histoire nationale.

La question de la biodiversité s'est structurée dans l'espace scientifique à travers différents programmes interdisciplinaires. L'Institut français de la Biodiversité en 2000 succède à un programme du Centre National de Recherche Scientifique[2] tout en confortant l'inscription de la question de la biodiversité sous une thématique « science et société ». De même, le Ministère de l'écologie lance des programmes de recherche sur cette question afin de répondre aux besoins de connaissance dans la mise en œuvre de politiques publiques. Le projet de recherche est dès lors chargé d'assurer la médiation des connaissances produites pour les différents publics visés (gestionnaires, ministères, acteurs économiques, etc.). Quels sont les acteurs, les espaces et les savoirs en œuvre dans le fonctionnement médiatique de ces projets de recherche ? Le projet n'est-il pas, par nature déjà, une forme de dépendance organisationnelle à des logiques managériales[3] ?

L'approche ethno-sémiotique[4] mise en œuvre considère les situations de communication organisées par ces deux projets : entretiens, réunions collectives voire collectes de documents en circulation entre les différents acteurs sont effectués sur chaque terrain. Si le niveau d'observation du dispositif est différent[5], c'est l'analyse des situations selon les niveaux de signification qui permet de rendre compte des articulations entre processus identitaires, organisations des relations et règles collectives en jeu dans les deux cas.

Dans le projet *Ecosed*, des normes communicationnelles marquent la publicisation des résultats vers les institutions, et les contraintes managériales du projet sont à l'origine d'une reconsidération à la baisse du travail de « transfert ». Le programme *Diva* déborde le cadre des logiques de projets : les médiations des connaissances sont ancrées dans les territoires et le programme fonctionne comme un espace de positionnement où se discutent les différences. Finalement, le projet organise l'hétérogénéité des rapports aux savoirs, révélant des tensions entre différentes logiques (scientifiques, managériales, médiatiques et institutionnelles), sans toutefois les uniformiser. Ces terrains permettent donc d'étudier les hybridations à l'œuvre entre un modèle européen et des logiques nationales.

Notes :

1. Tricoire, 2006.
2. Premier programme au niveau mondial sur cette question, le *Programme interdisciplinaire dynamique de la biodiversité et Environnement* (1993-99) marque l'engagement de la France dans la Convention sur la diversité biologique signée au Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992.
3. Piponnier, 2008 ; Boltanski et Chiapello, 1999.

4. Babou et Le Marec, 2003 ; Le Marec, 2002.
5. D'un côté, le projet *Ecosed* est étudié en ce qu'il organise le travail et les échanges entre les membres et avec les publics. De l'autre, les entretiens avec les responsables des dix projets *DIVA* sur le lien à l'action publique éclairent les débats collectifs qui ont lieu à l'occasion des séminaires mi-parcours.

Fabienne Crettaz von Roten, Cheffe d'unité de recherche « Relations Sciences-Société », Observatoire Science, Politique et Société, Université de Lausanne, Suisse

Influence des médias et des institutions sur l'engagement[1] des scientifiques envers la société : émergence d'inégalités entre hommes et femmes ?

Ces dernières années, les scientifiques ont été priés de sortir de leur tour d'ivoire pour présenter leurs recherches à un public plus large que la seule communauté scientifique et, ce faisant, instaurer un dialogue avec la société. Cette demande s'inscrit peu à peu dans les pratiques scientifiques, qui ne se limitent plus à la seule production des connaissances nouvelles mais qui intègrent les « activités sociales (diffusion publique du savoir, participation aux débats citoyens, engagement culturel) » (Levy-Leblond 2007). Dans ce contexte, « il échoit aux scientifiques de comprendre comment la science peut être mieux perçue en s'appliquant à communiquer avec le public pour que la confiance de celui-ci, au-delà des pressions du marché et du pouvoir politique et au-delà des bulletins de victoire prématurément transmis par les médias, soit préservée et maintenue » (Nowotny, Scott et Gibbons 2003).

Le renforcement de ces activités d'engagement[1] nécessite une coopération entre un large éventail d'acteurs : les scientifiques, les institutions scientifiques et leur service de communication, les médias et les citoyens. Or l'établissement de ces activités met en jeu des négociations complexes entre ces différents acteurs reflétant des visions différentes de l'engagement. Relation entre employeur et employé d'abord : Comment l'institution valorise-t-elle les activités d'engagement des scientifiques envers la société ? Relation entre scientifiques : Comment un scientifique engagé est-il perçu par ses collègues ? Relation entre scientifique et structures médiatiques ensuite : Qui est au service de qui dans la relation entre le scientifique et le service de communication, ou entre le scientifique et les médias ?

Les analyses des dynamiques sociales dans les sciences ont mis en évidence différents mécanismes dont l'effet des désavantages cumulés pour les chercheuses (Rositer 1993 ; Frank Fox 1995). Par conséquent, l'analyse de l'engagement des scientifiques requiert une attention à la dimension genre. Les négociations ci-dessus sont-elles identiques pour tous les scientifiques, où voit-on se dessiner des différences subies par les femmes ? Si tel était le cas, cette nouvelle mission adressée aux scientifiques produirait de nouvelles inégalités entre hommes et femmes de science.

Cette communication propose de discuter ces différentes interactions sur la base d'une étude de cas menée sur l'Université de Lausanne (UNIL). L'objectif de cette recherche empirique était d'étudier comment les scientifiques se représentent leur relation avec la société et de cerner leurs pratiques d'engagement envers la société. Il s'agissait en particulier d'évaluer le nombre d'activités d'engagement, les sollicitations par les médias, la relation éventuelle entre ce niveau d'engagement et de sollicitation et certaines caractéristiques personnelles et professionnelles ainsi que le poids des perceptions dans les pratiques. Cette recherche a comporté deux phases : la première, qualitative, visait à recueillir des informations générales sur la problématique (14 entretiens semi-dirigés de membres de chaque faculté et quatre entretiens d'acteurs de la communication scientifique). Pour la seconde phase, quantitative, un questionnaire on line a été élaboré et envoyé à la population des enseignants-chercheurs de l'UNIL et 810 questionnaires ont été retournés

(taux de réponse 30%). Cette communication présentera essentiellement des résultats de la partie quantitative en se servant d'éléments d'entretiens pour illustration.

Notes :

1. Par « engagement » nous entendons l'ensemble des activités d'information et de dialogue destinées à un large public.

Références :

- Callon M. (1999). « Des différentes formes de démocratie technique », Les cahiers de la sécurité intérieure, 38, p. 35-52.
- Frank Fox, M. (1995). Women and scientific careers. In S. Jasanoff, G. E. Markle, J. C. Petersen, & T. Pinch (Eds.). *Handbook of science and technology studies* (pp. 205-223). Thousand Oaks, Sage.
- Levy-Leblond J.-M. (2007). « Notes pour une nouvelle politique scientifique », *Alliage*, 61, p. 31-34.
- Nowotny H., Scott P., Gibbons M. (2003). *Repenser la science*, Paris, Belin.
- Rositer M. W. (1993). « The Matilda effect in science », *Social studies of science*, 23, p. 325-341.

Session 6 : Quels dispositifs pour la participation citoyenne aux choix technoscientifiques?

Valentina Pricopie, Maître de recherche, Institut de Sociologie de l'Académie Roumaine

Horizon 2020 : communiquer la recherche en Europe, faire participer les publics

En mars 2010, la Commission Européenne propose un nouveau document cadre qui doit remplacer la Stratégie de Lisbonne, largement débattue d'une manière critique notamment par rapport à ses objectifs jugés „irréalisables”. Il s'agit du plan *Europe 2010. Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive*. Contrairement à d'autres documents de la CE, la stratégie Europe 2020 débute par une *Préface* signée José Manuel Barroso qui recadre le contexte actuel de l'Europe en crise en fonction des objectifs prioritaires de cette initiative : « *La Commission propose à l'Union européenne cinq objectifs mesurables pour 2020 qui guideront ce processus et qui se déclineront en objectifs nationaux dans les domaines suivants: l'emploi, la recherche et l'innovation, le changement climatique et l'énergie, l'éducation et enfin la lutte contre la pauvreté. Ils représentent notre horizon et seront l'étalon qui nous permettra de mesurer notre réussite.* » (Barroso, J.M, 2010, p. 4). L'initiative phare pour une croissance intelligente proposée par cette stratégie est *Une Union de l'innovation* qui vise à renforcer les financements pour la recherche au sein de l'UE, et introduit une nouvelle formule – **recherche et innovation** – pour dénommer la recherche scientifique. Des mots et des formules recherchés qui répondent aux recommandations du *Livre blanc sur une politique de communication européenne* (2006), ayant pour but de transformer l'Europe des élites en l'Europe des citoyens.

En ce sens, il faut savoir que le document de travail de la Stratégie Europe 2020 avait été proposé en consultation[1] publique en ligne en disposant de la participation des états membres par des rapports nationaux, des représentants de la société civile européenne et d'une série d'autres organisations internationales. Au total 317 contributions en provenance des citoyens, 822 rapports remis par des organisations européennes et internationales et 26 rapports officiels de la part des états membres, à l'exception de l'Espagne qui avait directement participé à la réalisation du document en qualité de responsable de la présidence semestrielle de l'UE.

Notre étude propose une analyse des différentes façons de dénommer la recherche en Europe, en sachant qu'on opère avec trois formules différentes : **découvertes scientifiques**

(formule utilisée avant 2007 par l'Eurobaromètre afin de tester l'impacte de la science au niveau de la perception du public européen), **recherche scientifique** – formule appropriée utilisée par l'Eurobaromètre pour la première fois pour le rapport *Scientific Research in Media. Special Eurobarometer 282* (printemps 2007), et finalement **recherche et innovation** – formule proposée par la Stratégies Europe 2020. Ces trois catégories d'analyse seront opérationnalisées à partir des acceptions proposées par les différents documents de la CE, et analysées à partir des résultats des sondages menés par l'Eurobaromètre les dix dernières années ainsi qu'à travers le discours de vulgarisation scientifique proposé par le portail *Science in Society*. Le but de cette étude est celui d'identifier en quelle mesure le choix des institutions européenne est stratégique pour dénommer la recherche au niveau de la perception publique des citoyens afin de pouvoir clarifier la place de la recherche scientifique au sein du débat public européen et, à la fois, d'inventorier les différentes façons de communiquer la recherche en Europe.

Notes :

1. La consultation a été ouverte du 24 novembre 2009 au 15 janvier 2010, et toutes les propositions et les recommandations enregistrées peuvent être consultées en ligne sur la page de la Stratégie : http://ec.europa.eu/dgs/secretariat_general/eu2020/consultation_en.htm, archivée au 4 mai 2010.

Agnès Alessandrin, Agrosémiologue, Université Paris Descartes, Faculté des Sciences humaines et sociales Sorbonne

Anne-Marie Houdebine, Professeure de linguistique et de sémiologie, Université Paris Descartes, Faculté des Sciences humaines et sociales Sorbonne

Dialogue de l'imaginaire et de l'analytique : pour la co-élaboration d'un dispositif de médiation participatif appliqué au domaine alimentaire.

Les études participatives offrent l'opportunité de mener des approches pluridisciplinaires et de faire dialoguer des domaines scientifiques traditionnellement disjoints. Il en est ainsi des recherches collaboratives que nous avons engagées depuis dix ans pour la mise au point d'un dispositif de médiation adapté au traitement de problématiques alimentaires complexes, telles que les OGM et le bien-être animal, sources de controverses médiatisées entre producteurs et consommateurs. Menées en étroite collaboration entre l'équipe des linguistes et sémiologues de l'université Paris René Descartes, le département de socio-économie de l'INRA, institut de recherche finalisé en agro-alimentation, et le centre d'interface agroalimentaire ADIV, celles-ci ont abouti à la formalisation du dispositif dans le cadre de la recherche Medialog soutenue par l'ANR sur la période 2007-2009. Initialement inspiré par les principes de l'analyse sensorielle, notamment par les techniques de formation des jurys de dégustateurs, le dispositif a progressivement intégré les concepts et outils de la sémiologie des indices (Houdebine, 2002). Nous saisissons ici l'occasion qui nous est donnée de confronter deux appareillages disciplinaires distincts afin d'explorer la zone sensible des rapports entre la science, la technologie et la société dans le domaine de l'alimentation. La communication s'articulera en trois phases. Dans un premier temps, nous présenterons le dispositif en centrant le propos sur les apports épistémologiques des sciences du langage : le parcours expérimental sera décomposé selon les trois temps aristotéliens, du pathos, du logos, et de l'ethos, retravaillés dans le cadre de la théorisation de l'imaginaire socioculturel (Houdebine, 2009). A partir de là, nous tenterons d'établir des passerelles méthodologiques entre les deux champs disciplinaires disjoints, celui des sciences agronomiques et celui des sciences du langage ; les principes issus de la théorisation de l'imaginaire socioculturel de l'alimentation seront mis en regard de ceux de l'analyse sensorielle, méthodologie prédominante dans les recherches expérimentales sur la qualité des aliments. Dans un dernier temps, nous élargirons le point de vue à la situation européenne en s'appuyant sur les résultats de l'évaluation du dispositif par l'équipe

spécialisée en socio-économie alimentaire l'université de Gand. Ceci nous amènera en conclusion à ouvrir la réflexion sur la contribution des sciences du langage dans l'organisation d'espaces de dialogue constructifs entre les savoirs savants et les savoirs citoyens.

Gilles Hériard Dubreuil, Directeur de Mutadis [1]

Dorothee Benoît Browaeys, Déléguée Générale de VivAgora [2]

Stéphane Baudé, Chargé de recherches à Mutadis

Nathalie Fabre, Chargée de mission à VivAgora

Le Nanoforum du CNAM en France : espace public pérenne et outil de démocratie constructive sur les nanotechnologies

Le Nanoforum est un dispositif permanent de dialogue sur les nanotechnologies créé en France en 2007 dans un contexte de fortes incertitudes concernant les propriétés des nanotechnologies et leurs effets sur la sanitaires, environnementaux et sociaux. Ces incertitudes mettent en défaut les dispositifs traditionnels de régulation impliquant les industriels, les pouvoirs publics et les organismes publics d'expertise.

Mis en place à la demande de la Direction Générale de la Santé (DGS), le Nanoforum consiste en une série de rencontres publiques, ouvertes à tous, organisées au CNAM en soirée de façon régulière. Chaque séance a porté sur un thème particulier (ex. nanotechnologies et cosmétiques, gouvernance internationale, protection des travailleurs, ...). Son Comité de Pilotage associe pouvoirs publics, société civile et personnalités qualifiées.

Le Nanoforum ne vise pas à éclairer une décision publique particulière ou un ensemble précis de décisions et n'a pas vocation à produire de recommandations. Il cherche, à travers son caractère permanent, public et pluraliste, à favoriser l'émergence d'un cadrage pluraliste et robuste des problématiques liées aux nanotechnologies et à identifier, conjointement avec les différentes parties prenantes participantes (pouvoirs publics, associations, acteurs territoriaux, industriels, experts et chercheurs, etc.), des incertitudes, points aveugles et questions clés à traiter.

Des efforts particuliers ont été déployés pour faciliter la participation d'acteurs de la société civile. Un partenariat a été notamment construit entre le Nanoforum et un groupe de citoyens grenoblois qui se sont progressivement constitué en collectif (« Collectif Enjeux Nanotechnologies Grenoble – CENG CENG ») et dont les investigations et les questionnements ont permis d'alimenter deux séances du Nanoforum. Cette démarche a été poursuivie en 2010 et élargie à d'autres groupes territoriaux à Bordeaux, Toulouse et sur le plateau de Saclay.

La présente communication s'appuie sur les travaux menés à la demande de la DGS par Mutadis et VivAgora :

- un travail de retour d'expérience du Nanoforum mené auprès d'acteurs de la société civile entre novembre 2009 et juin 2010 sur la base d'entretiens
- un travail de facilitation de partenariats entre des groupes d'acteurs territoriaux et le Nanoforum mené en depuis 2008 dans le contexte de Grenoble, puis à partir de 2010 dans le contexte de Bordeaux, Toulouse et du plateau de Saclay

Cette communication s'attache à montrer comment le dispositif de Nanoforum et les partenariats territoriaux contribuent à créer les conditions d'un engagement compétent et autonome d'acteurs de la société civile dans la durée. Il ne s'agit alors pas seulement de créer les conditions procédurales d'un dialogue équilibré et sincère mais, en dépassant la perspective dialogique, de contribuer à faire émerger des formes nouvelles de démocratie

technique constructive où les acteurs de la société contribuent de façon durable au traitement des questions publiques qui les concernent.

On montrera enfin comment cette action entre en synergie avec deux initiatives portées par VivAgora pour mettre en société les enjeux des nanotechnologies :

- L'Alliance citoyenne sur les enjeux des nanotechnologies (ACEN), veille citoyenne coopérative soutenue par un collectif d'associations (<http://nano.acen-cacen.org>)
- COEXNANO, processus exploratoire d'expertise pluraliste sur les nanorevêtements soutenu par le Ministère de l'Écologie

Notes :

1. Mutadis est un groupe de recherche créé en 1990 qui intervient dans le champ de la gouvernance des activités à risques. Il conduit des démarches expérimentales visant à renforcer la compétence et l'influence des citoyens sur les décisions qui les concernent dans différents domaines (activités à risques, nouvelles technologies, développement durable des territoires). Mutadis a participé au comité de pilotage du NanoForum depuis son lancement en juin 2007.
2. VivAgora est une association loi 1901 créée en 2003 qui intervient notamment dans le champ des nanotechnologies, où elle a expérimenté des démarches participatives et des débats publics. Elle cherche à promouvoir une nouvelle culture de l'innovation, plus responsable, et dans laquelle la société civile pèse sur les choix scientifiques et techniques. VivAgora est partenaire du NanoForum et membre de son comité de pilotage depuis son lancement en juin 2007.

Session 7 : Les technosciences en débat

Sezin Topçu, Attachée temporaire d'enseignement et de recherche au Ceres-Erti, École Normale Supérieure de Paris

Vers une « mise en culture » de la catastrophe ? Mobiliser les publics européens face au risque radiologique « durable »

La *politique d'empowerment* du public a pris de l'ampleur dans le domaine de la gestion post-accidentelle au cours de la dernière décennie. A l'échelle européenne, l'hypothèse que les actes de malveillance sont susceptibles de provoquer des défaillances technologiques majeures, dont en premier lieu des accidents nucléaires, a mené à la multiplication de dispositifs dits participatifs, destinés à la gestion d'une contamination radiologique de longue durée. Cet article analyse ce processus d'implication des parties prenantes dans la gestion post-accidentelle parallèlement à la « mise en culture » du risque d'accident, bien illustrée par l'irruption de la notion de « culture radiologique pratique ». Il se focalise, dans ce cadre, sur le projet Sage lancé par la Commission européenne en 2002 en vue d'élaborer, moyennant des panels de parties prenantes constitués dans trois pays européens, un guide pratique visant à orienter l'action des individus en cas d'une contamination radioactive dite « durable ». Au croisement des *Science and Technology Studies*, de la sociologie de l'action collective et des études de gouvernementalité, ce papier montre que la « mise en forums hybrides » de l'accident nucléaire depuis la dernière décennie, en France comme en Europe, correspond à une politique visant à mieux gérer la société du risque à travers ce que nous appellerons une double pédagogie de la catastrophe et de la responsabilité.

Frédéric Clément, Agrégé, doctorant, Université de Technologie de Troyes, CREIDD

Bertrand Guillaume, Maître de conférences, Université de Technologie de Troyes, CREIDD

Sciences et société : étude d'un cas historique

La multiplication des problèmes environnementaux liés à l'utilisation de certaines technologies et l'apparition d'une fracture profonde entre la société, d'une part, et les sciences et les techniques, d'autre part, ont conduit l'union Européenne à chercher à impliquer la société dans les programmes de développement scientifique, à améliorer la diffusion des savoirs scientifiques et l'acceptabilité sociale des technologies émergentes. L'ensemble des recherches du 7^e PCRD doit ainsi permettre l'élaboration prochaine d'une société démocratique fondée sur le savoir avec une bonne intégration des innovations technologiques et scientifiques et des politiques de recherche associée.

L'étude de la controverse liée à l'utilisation des pesticides dans les années soixante aux Etats-Unis nous amène à nous interroger sur les controverses et les polémiques ayant eu lieu. L'étude montre ainsi qu'une controverse scientifique est rapidement apparue quant à l'utilisation à grande échelle de ces produits. La polémique liée émergea progressivement dans l'opinion américaine, via différents acteurs : scientifiques, journalistes, sociétés de protection de la Nature et administrations. Elle met en évidence l'asymétrie de connaissances et de budget, notamment, entre les défenseurs de l'environnement et les partisans des pesticides.

Cet exemple soulève plusieurs questions de fond sur les rapports entre sciences, technologies et société : Comment différencier les sciences et les technologies ? Comment distinguer les dispositifs de vulgarisation scientifique du lobbying ? Comment prendre en charge l'asymétrie sans laisser place à l'affabulation ?

Agnès Weill, Docteure en SIC, ATER à l'Université de Nancy 2, Laboratoire du CREM EA 3476

Le débat public sur la gestion des déchets radioactifs en France : exemple d'un outil institutionnel de médiation

L'évolution du rapport entre sciences et société suscite de multiples interrogations, de la part des acteurs sociaux, avec une intensité qui se modèle au gré des controverses apparaissant dans l'espace public. En particulier, est pointée la place du citoyen dans l'élaboration des politiques publiques, notamment dans le secteur des activités à risques, touchant notamment à la santé ou à l'environnement. Comment, dans un cadre institutionnel, mettre en œuvre un dispositif de médiation autour de sujets de société faisant controverses ?

Les années 90 ont mis en évidence la nécessité d'introduire le dialogue et la concertation avec les citoyens, afin de rendre toute leur légitimité aux décisions publiques. C'est ainsi que se développera la conception du débat public avec la création de la Commission nationale du débat public (CNDP), tentative de réponse à la crise de l'intérêt général qui affecte tous les acteurs décisionnels, dans un contexte global fait d'incertitudes, voire de risques de toutes natures.

Cette communication se propose d'étudier le cas du débat public CNDP sur la gestion des déchets radioactifs de haute activité et à vie longue (HAVL), qui eut lieu durant quatre mois entre octobre 2005 et janvier 2006, à partir des quinze réunions publiques tenues en régions et à Paris. En effet, il apparaît comme significatif d'un type de médiation revêtant un caractère institutionnel, ceci à plusieurs niveaux : celui de la forme originale de cet outil cadré par la loi, mais en évolution constante ; celui des enjeux des différents acteurs, inégalement représentés ; celui des multiples scènes du débat, débordant la seule arène officielle de la Commission. Celui, enfin, des publics du débat, dont le thème scientifique et

technologique a, à l'évidence, découragé le « profane » peu averti, ou le citoyen non engagé dans la problématique de l'énergie nucléaire.

L'analyse du dispositif de la CPDP donne à voir une arène des débats construite et temporisée, où les échanges contradictoires, spontanés, sont évacués, au profit d'un cadrage méthodologique porteur d'une double performance : la première concerne la capacité de cette Haute Autorité à s'emparer du dossier du débat, pour en révéler l'aspect de controverse socio-technique, touchant à des enjeux de société. La seconde rejoint sa capacité à imposer sa légitimité de médiateur, en maîtrisant l'ensemble des échanges, grâce à un dispositif construit, où se succèdent auditions, réunions et questions –réponses.

Mais l'objet de la médiation, aussi ambitieux soit-il, concerne un public limité, touchant d'abord les acteurs de la filière nucléaire et les services de l'État, loin devant les associations et les riverains du projet de centre d'enfouissement des déchets HAVL. La question territoriale reste un point d'achoppement, qui souligne la complexité des enjeux, entre projet d'intérêt général et retombées locales.

– Liste des intervenants –

ALESSANDRIN, Agnès

Agrosémiologue indépendante

Sciences du langage, FRE LMS 3324

Université Paris Descartes, Faculté des Sciences humaines et sociales Sorbonne.

45 rue des St Pères 75270 CEDEX 06

Publications et/ou réalisations récentes :

- Agnès Alessandrin, Marie-Hélène. Desmonts, Guy Della Valle, Hubert Chiron. « De l'Image à la Technologie : une approche pluridisciplinaire pour l'amélioration de la qualité du pain », *Revue Innovations Agronomiques*, 2008.
- Agnès Alessandrin, Valérie Brunetière, « La sémiologie au cœur d'un dispositif de médiation participatif : enquête sur le terrain contaminé des viandes », colloque international *Sémiotique pratique*, 27-28 mai 2010, AJCS, Université de Limoges.
- Lynn Van Wezemaal, Wim Verbeke, Agnès Alessandrin, "Evaluation of the hybrid participatory method to improve mutual understanding between French beef consumers and chain actors", *Journal of Mixed Methods Research*, 2010 (soumission en cours).

Éléments biographiques :

De formation ingénieure agronome, j'ai exercé au sein de deux structures d'interface avec pour mission de valoriser les produits et procédés issus de la recherche appliquée auprès des entreprises de l'agro-alimentation. C'est dans le cadre du DU Médiation et communication scientifique et technique (université d'Angers), voilà plus de 15 ans, que des collaborations fructueuses se sont tissées avec l'équipe de linguistes et sémiologues d'Anne-Marie Houdebine. De nombreux projets de recherche appliquée aux objets agricoles et alimentaires et à la question des risques technologiques ont ainsi vu le jour, citons : les volailles françaises de qualité (1996), la production fruitière intégrée (1997), les OGM (2000), les produits biologiques (2002). Ces recherches collaboratives ont permis de mettre au point un dispositif de médiation participatif adapté au traitement de problématiques alimentaires complexes, sources de controverses entre producteurs et consommateurs, telles le bien-être animal (2005) et plus récemment les affaires de contamination en viandes (ANR 2009).

Contact : [agnes.alessandrin\[at\]gmail.com](mailto:agnes.alessandrin[at]gmail.com)

D'ARRIPE, Agnès

Enseignante-chercheure

Unité HaDePaS (Handicaps, Dépendance, Participation Sociale)

Université Catholique de Lille : ISTC (Institut des Stratégies et Techniques de Communication)

81, boulevard Vauban 59000 Lille

et

LASCO (Laboratoire d'Analyse des Systèmes de Communication des Organisations) Université Catholique de Louvain

Département de communication

Ruelle de la Lanterne magique, 14 1348 Louvain-la-Neuve

<http://www.uclouvain.be/206464.html>

Publications récentes :

- d'Arripe Agnès « Construction d'un dispositif méthodologique et de ses outils : savoir commun et savoir scientifique, de l'induction aux hypothèses », *Études de communication* 1/2009 (n° 32), p. 97-108.
- d'Arripe Agnès « Articulation de savoirs professionnels et universitaires au sein d'ateliers de recherche : vers la construction d'une culture commune homogène? » in Bonnet J., Bonnet R., Raichvarg D., *Les savoirs communicants – Entre histoire, usages et innovations*, Dijon, Presses Universitaires de Dijon, 2010

- d'Arripe Agnès, « Approcher la complexité d'un objet en SIC : entre implicite et métacommunication. » in Loneux C., Parent B., *Communication des organisations : recherches récentes : Tome 2*, L'Harmattan : Paris, 2010

Eléments biographiques :

Je réalise actuellement une thèse de doctorat à l'Université Catholique de Louvain sous la direction de P. de Saint Georges et de C. Routier. Mon travail porte sur l'élaboration interactive de concepts et d'outils communs, dans le cadre d'ateliers de recherche regroupant des chercheurs universitaires de différentes disciplines et des professionnels du monde social, médico-social et sanitaire. Je m'intéresse également aux situations de communication interculturelle ; aux logiques multiples de l'acteur social et à l'émergence de cultures communes.

Dans le cadre de ma thèse, mais aussi d'un projet de recherche parallèle à celle-ci, nous utilisons, au sein de l'équipe HaDePaS un outil méthodologique développé par des chercheurs de l'Université de Saint Louis à Bruxelles : la Méthode d'Analyse en Groupe. Cet outil permet à des personnes issues d'univers variés d'échanger et d'élaborer un savoir commun au départ d'un récit amené par les participants et choisi par le groupe.

Contact : agnes.darripe[at]jstc.fr

BAUDE, Stéphane

Chargé de recherches à Mutadis

BODIN, Cyrille

Doctorant en Sciences de l'Information et de la Communication

GRESEC

Université Grenoble III Stendhal

BROWAEYS, Dorothee

Déléguée générale de VivAgora, association pour l'engagement citoyen dans la gouvernance des technologies.

103, rue de la Tombe Isoire

<http://www.vivagora.org>

Publications et/ou réalisations récentes :

- *Promesses et craintes des nanotechnologies*, p.314, Revue Etudes, mars 2010
- *Les nanotechnologies posent des problèmes nouveaux ; Vers une évolution des modes de gouvernance des activités à risque*, Contribution du Nanoforum du CNAM au Débat national sur le développement et la régulation des nanotechnologies, octobre 2009, Débats CNDP
- *Nanotechnologies : le point de vue des associations*, p.63, ADSP (revue du Haut Conseil de la Santé Publique), N°64, septembre 2008

Ouvrages :

- *Le Meilleur des nanomondes*, Éditions Buchet Chastel, mars 2009
- *Cerveau, sexe et pouvoir* (coauteur Catherine Vidal) – Éditions Belin, 2005
- *Alertes santé* (coauteur André Cicoella) – Éditions Fayard, 2005

Eléments biographiques :

Dorothee BENOIT BROWAEYS est Déléguée générale de *VivAgora*. Journaliste scientifique depuis vingt ans et spécialisée dans les sciences du vivant (à La Croix et à Biofutur) elle a analysé les enjeux sociaux des développements scientifiques à travers diverses enquêtes sur les usages des tests génétiques et les nanotechnologies (Le Monde Diplomatique), la course aux brevets sur le vivant (Le Figaro), le neuromarketing (Alternatives économiques), les OGM (Géo).

Contact : dorbrow[at]gmail.com

BRUGIERE, Catherine

Maître de conférences,
LEPS-LIRDHIST,
Université de Lyon

CHARBONNIER Florence

Professeur des universités,
Université Joseph Fourier

CHOUTEAU, Marianne

Professeur associée

Centre des Humanités – UMR 5600 EVS (Environnement, ville et société) – ITUS (Ingénieries, techniques, urbanisations et sociétés)

INSA de Lyon, Centre des Humanités

1 rue des Humanités, 69621 Villeurbanne cédex

<http://evs-itus.insa-lyon.fr>

Publications et/ou réalisations récentes :

- Chouteau Marianne et Nguyen Céline « Ethique et médiation », *3èmes Rencontres Jules Verne, « Science, technique et société : de quoi sommes nous responsables ? »*, Ecole Centrale de Nantes, 25-26 nov 2010. Actes à paraître.
- Chouteau Marianne et Nguyen Céline « La place du récit dans l'intertexte. A propos de discours tenus sur la technique », in *MEI*, à paraître.
- Nguyen Céline et CHOUTEAU Marianne (dir.), *Mises en récit de la technique. Regards croisés*. A paraître aux éditions des Archives contemporaines.

Eléments biographiques :

Docteur en sciences de l'information et de la communication (Paris 7, 1999), j'ai d'abord travaillé sur l'histoire de la vulgarisation scientifique et technique en étudiant, à travers l'analyse de discours issus de préfaces et de postfaces, les intentions vulgarisatrices. J'ai intégré l'Institut National des Sciences Appliquées (INSA) en 2002. Mes travaux ont un peu évolué vers les représentations de la technique dans diverses formes de communication et vers les liens entre technique et récit. Je continue toutefois à m'intéresser aux questions de partage du savoir et de communication scientifique et technique.

Contact : marianne.chouteau[at]insa-lyon.fr

CLAVEL Joanne

Chercheuse associée à l'Université Paris 8 et l'Université de Liège, ULg. LEMME, Unité de recherche Médias/Médiation

Département Arts et Sciences de la Communication, Université de Philosophie et Lettres de Liège, Ulg

Place du XX aout, 7

4000 Liège, Belgique

et

Département Danse – Université Paris 8

2 rue de la liberté 93526 Saint Denis cedex

Publications et/ou réalisations récentes :

- Clavel, J. « Interactions entre Danse et Ecologie ». in *La science en culture : détour par l'art, Pratiques de communication scientifique*, Les Atomes crochus, Paris. (sortie en janvier 2011)
- Clavel J. « Art et science : Biome, la rencontre d'une écologue et d'une chorégraphe ». Colloque : *Les chemins actuels de la Vulgarisation*, Mars 2009, Université de Liège, Liège, Belgique.

- Mise en place d'une étude de réception autour du spectacle *Les oiseaux dansent la ville*, spectacle vivant de Clavel J., Huellec, A-G, Million J. autour de la domestication des oiseaux sur des critères esthétiques (Pigeon paon & Perruches à collier). 8 représentations octobre 2010 à la Ménagerie du Jardin des plantes, MNHN, Paris.

Éléments biographiques :

Docteur en écologie et évolution de l'Université Paris VI en 2007, Joanne Clavel conduisait ses travaux de recherche au sein du laboratoire de Conservation du Muséum Nation d'Histoire Naturelle. Fin 2008, elle oriente sa carrière de chercheuse en Arts et Sciences de la Communication à l'Université de Philosophie et Lettres de Liège (Belgique). Ses travaux actuels en SIC portent sur la médiation artistique de la science (et principalement par la danse), la transmission des différents savoirs, la communication des acteurs impliqués dans la préservation de la nature.

Contact : joanne.clavel[at]gmail.com

CLEMENT, Frédéric

CREIDD

Université de Technologie de Troyes

CRETTAZ Von ROTEN, Fabienne

Dr, responsable de secteur de recherche

SSP / Observatoire Science, Politique et Société

Université de Lausanne

Bâtiment Vidy, 1015 Lausanne, Suisse

<http://www.unil.ch/osps>

Publications et/ou réalisations récentes :

- Crettaz von Roten F. (2011). Gender differences in scientists' public outreach and engagement activities. *Science Communication*, 32(4).
- Crettaz von Roten F. et Moeschler O. (2010). Les relations entre les scientifiques et la société. *Sociologie*, 1(1), 45-60.
- Crettaz von Roten, F. (2009). Sciences en société en Suisse : enjeux, impacts, et limites. Académies suisses des sciences (Ed.), Berne : Académies des sciences, 67-89.

Éléments biographiques :

Fabienne Crettaz von Roten dirige l'unité de recherche « Relation science-société » de l'Université de Lausanne. S'inscrivant dans l'étude sociale des sciences, elle étudie les rapports entre la science et la société sur les deux versants : d'un côté, des enquêtes d'attitudes de la population suisse envers la science et la technologie (2000, 2001, 2005 et 2010) et des études des publics participant à des médiations scientifiques (Festival Science et Cité 2001, 2005 et 2009) ; de l'autre une étude sur l'engagement des scientifiques envers la société (2008).

Dans ses chapitres de livres et articles publiés, elle s'est focalisée sur différentes thématiques : la mise en évidence de nouveaux facteurs explicatifs (la confiance dans les institutions), les nouvelles technologies (biotechnologie, nanotechnologie), les marqueurs culturels comme le rapport à la nature et aux animaux, la perspective longitudinale, la dimension genre.

Contact : Fabienne.Crettazvonroten[at]unil.ch

DEBAILLY, Renaud

Post-doctorant au Certop, membre de l'IFRIS

Certop (Centre d'étude et de recherche, travail, organisation, pouvoir)

Université Paul Sabatier – Toulouse III

118 route de Narbonne, 31062 TOULOUSE Cedex 9

Eléments biographiques :

Après avoir réalisé une thèse sur la critique radicale de la science après Mai 1968, mes recherches portent sur les critiques contemporaines de la science, notamment dans le cas des nanotechnologies.

Contact : renauddebailly[at]gmail.com

DUBREUIL, Gilles Hériard

Directeur de Mutadis

EMPRIN, Clémence

Doctorante et ATER Lyon 2

Laboratoire c2so, Culture, Communication et Société

ENS Lyon, Centre Norbert Elias

15, parvis René Descartes, BP 7000. 69342 Lyon Cedex 07

<http://c2so.ens-lyon.fr>

Publications et/ou réalisations récentes :

- 2010 : Cattan Aline et Emprin Clémence, *Diva : Penser le rapport à l'action publique*, Programme Agriculture, Action publique et Biodiversité, Animation transversale du programme Biodiversité, Agriculture et Action publique, *Ministère de l'environnement et Ministère de l'agriculture*.

Eléments biographiques :

Allocataire de recherche de la région Rhône-Alpes (2007-2010)

Master Science de l'information et de la communication (2005-2007)

Licence de biologie des organismes et des populations (3ème année à Concordia university, Montréal)

Contact : clemenvol[at]gmail.com

FABRE, Nathalie

Chargée de mission à VivAgora

GAGNEBIEN, Anne

ATER URF SIC Paris 13, doctorante

Laboratoire des sciences de l'information et de la communication (LABSIC)

Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord

4 rue de la Croix Faron

93210 Saint Denis la Plaine

<http://www.univ-paris13.fr/labsic/>

et

Centre Alexandre Koyré (UMR 8560)

27 rue Damesme, 4e étage

75013 PARIS

<http://www.koyre.cnrs.fr/spip.php?article186>

Publications et/ou réalisations récentes :

- Gagnebien A (2010) « l'exposition dont vous êtes les héros », *Poli*, n3 « Politique de l'image », septembre 2010 – http://www.poli-revue.fr/Revue_Poli/numero_3.html
- Gagnebien A, Jalenques–Vigouroux B. (2011) « *le métarécit comme grille de lecture d'une exposition* », in musées et développement durable , Musées-Mondes, Eidelman J. (dir.), La Documentation Française

Eléments biographiques :

Doctorante et ATER en sciences de l'information et de la communication à l'Université Paris 13, Anne Gagnebien est membre du LabSic, rattachée au centre CNRS Alexandre Koyré. Le sujet de sa

thèse s'intitule *Le développement durable, une innovation communicationnelle ? La ville de demain comme enjeu*. (Ses objets de recherche : ville, développement durable, mobilité douce, densification urbaine, sondages, expositions scientifiques et techniques, rapports officiels)

Contact : anne.gagnebien[at]gmail.com

GARRIC, Nathalie

Maître de conférences

LLL – Tours (EA 3850)

Université François-Rabelais-Tours

UFR Lettres et Langues

Département de Sciences du Langage

3 rue des Tanneurs – BP 4103 – 37041 Tours Cedex 01

Publications et/ou réalisations récentes :

- Garric N., Goldberg M., (sous presse), « Mise en scène de la scientificité dans le débat citoyen », *MEI (Médiation & information)*, « Scientisme et communication ».
- Garric N., 2009, « la médiation, entre connaissance de la discursivité et pratique discursive », *Les Cahiers du LRL*, n°3, Université de Clermont-Ferrand.
- Garric N. & Gazeau M-A., 2007 « L'Hebdo du médiateur : un espace de démocratie illusoire », *Colloque international Les mises en scène du discours médiatique*, 21 au 23 juin 2007, Université de Laval, Québec : <http://www.com.ulaval.ca/lab-o/actes.php>.

Eléments biographiques :

Mes recherches s'inscrivent dans le cadre de l'analyse de discours de tradition française et se consacrent à plusieurs genres discursifs dont le discours patronal et le discours de la médiation télévisuelle. Elles portent un intérêt soutenu à la description, éventuellement assistée des outils lexicométriques, des observables linguistiques, notamment énonciatifs, dans une approche interdisciplinaire de la discursivité.

Contact : nathalie.garric [at] univ-tours.fr

GOLDBERG, Michel

Maître de conférences. Responsable du Master de biochimie

UMR CNRS 6250 LIENSS (Laboratoire Littoral, Environnement et Sociétés

Université de La Rochelle

Bâtiment Curie. 17000 La Rochelle

<http://www.univ-larochelle.fr/Littoral-Environnement-et-Societes-LIENSs.html>

Publications et/ou réalisations récentes :

- Goldberg, Michel et Souchard, Maryse (2011) Fiction, idéologie et argumentation dans le débat sur les OGM. *Médiation et Information. Revue internationale de communication*. Sous presse
- Garric, Nathalie et Goldberg, Michel (2011) Mise en scène de la scientificité dans le débat citoyen. Le cas des OGM comme argument d'une lettre ouverte autour de la science. *Médiation et Information. Revue internationale de communication*. Sous presse
- Goldberg, M. et Kraska, G. (2009) L'analyse du discours sur une problématique environnementale : un projet d'enseignement pour des étudiants en sciences. *Éducation relative à l'environnement : Regards – Recherches – Réflexions*.219-26..

Eléments biographiques :

J'enseigne l'enzymologie et la bioénergétique d'une part, l'analyse de discours dans les controverses scientifiques d'autre part. Mes études sont centrées sur les problèmes de défiance, de peur et d'incompréhension entre adversaires dans débats de société tels que ceux qui portent sur les biotechnologies, les organismes génétiquement modifiés ou la guerre biologique. Je travaille en partenariat avec des chercheurs en communication, en analyse du discours et en ingénierie pédagogique.

Contact : mgoldber[at]univ-lr.fr

GUILLAUME, Bertrand

Maître de conférences

CREIDD

Université de Technologie de Troyes

HAUGLUSTAINE-ROBERT, Anne-Catherine

Responsable de la coordination du Jardin des Sciences, Université de Strasbourg

Jardin des Sciences

Université de Strasbourg

12, rue de l'Université 67 000 Strasbourg

<http://science-ouverte.unistra.fr>

et

UFR Histoire

Paris-1 Sorbonne

Master 2 Pro Histoire et Gestion de projets culturels européens

Publications et/ou réalisations récentes :

Une quinzaine de publications en premier auteur et une trentaine de participation avec des conférences. Publications de plusieurs ouvrages, dont *Parcours de Centraliens* en 2005, le catalogue de l'exposition *Benjamin Franklin, homme de science, homme du monde*, éditions Paris-Musées, novembre 2007.

Éléments biographiques :

- Responsable de la coordination du Jardin des Sciences, Université de Strasbourg. Membre de l'équipe de direction du Jardin des Sciences de l'UdS depuis janvier 2008.
- Enseignante associée à l'Université de Paris I-Sorbonne, Master 2-Pro, Histoire et Gestion de Projets culturels européens depuis 2004.
- Rédactrice en chef de la Revue du Musée des arts et métiers d'avril 2001 à juin 2008.
- Directrice du département Expositions et Editions du Musée des arts et métiers et membre de l'équipe de direction du musée de novembre 2000 à décembre 2007.
- Présidente de ICOM/ICEE (comité internationale des échanges d'expositions) depuis novembre 2010.
- Secrétaire générale adjointe de EUSCEA (association européenne des festivals et événements de science) depuis mai 2010.

Contact : hauglustaine[at]unistra.fr

HOUEBINE, Anne-Marie

Professeure émérite Université Paris Descartes

Sciences du langage, FRE LMS 3324

Université Paris Descartes

45 rue des St Pères 75270 CEDEX 06

Publications et/ou réalisations récentes :

- 2003 – *Revue des Lettres et de Traduction*, 9 “De la viande, aliment ou chair : analyse sémiologique de différents signes de la culture”, Université Saint-Esprit, Faculté des Lettres, Kaslik, Liban, p. 203-222.
- 2005 – *Globalisation, New Economy and the Environment*, Proceedings of the 7th International Conference of the Russian Society for Ecological Economics (23-25 juin), “The notion of sustainable development in different languages and semiotic approaches of mass media discourse”, en collaboration avec F.FODOR, St Petersburg,

- 2009 – *Diversité culturelle dans la francophonie contemporaine*, « Les figurations du vin, étude sémiologique » sous la dir. Doina SPITA, Université « Alexandru Ioan Cuza » de Iași, Roumanie, p.22-38. Et « De l’imaginaire linguistique à l’imaginaire culturel », p.49-59.

Eléments biographiques :

- Fondation du DU en communication et médiation scientifique et technique 1989 Université d’Angers
- Transformation du DESS : *intelligence de la communication écrite* en Master Professionnel : *communication et sémiologie* – Univ. Paris Descartes avec V. Brunetière (MC)
- Direction de nombreuses expertises sémiologiques de 1987 à 1995 laboratoire CRSLC Univ. d’Angers, puis de 1995 à 2008 Université René Descartes, laboratoire Thedel-SEMIO, puis Dynalang-SEM avec GDF, CIV, Ifremer, divers bureaux d’étude, et surtout très régulièrement avec EDF-GRETS, CRITT Crisalide (Angers), etc., cela très régulièrement avec Agnès Alessandrini et Valérie Brunetière MC Paris Descartes et le groupe de doctorant-es volontaires du laboratoire (analyses de discours et d’images : EPR, RTE, Grippe aviaire, Eolien, Développement Durable (en 10 langues), privatisation d’EDF, et nombreuses études sur le Changement climatique. Ce sont alors des rapports internes ; l’intérêt est que ces analyses permettent de questionner la théorie et nécessitent son aménagement comme celui de son langage (ex. notions venues de ces études : oscillation discursive, contamination sémantique).

Contact : anne-marie.houdebine[at]orange.fr

IFRAH, Vida Karen

Consultante scientifique en ADP

Aide à la Décision Politique

21 rue Jean-Pierre Koenig, L-1865 Luxembourg

<http://www.aide-decision-politique.com>

Publications et/ou réalisations récentes :

- IFRAH, V.K. (2001). L’évaluation dans l’espace démocratique local : le cas de l’Aide à la Décision Politique. *L’activité évaluative réinterrogée : regard scolaire et socio-professionnel*. Bruxelles : De Boeck Université, col. Pédagogie en développement. Ouvrage collectif réalisé par G. Figari, M. Achouche.
- IFRAH, V.K. (2000). L’action du politique s’inscrit-elle dans une logique de reproduction ou de transformation de la réalité démocratique ? *Colloque Action, Pouvoir et Sociologie : Quelles réalités ? Quels regards ?* Université de Toulouse-Le Mirail : AISLF.
- IFRAH, V.K. (1999). Le rapport d’expertise-conseil comme imbrication de deux logiques structurelles : scientifique et politique. *Les dossiers des Sciences de l’éducation*, N°2. Toulouse : PUM.

Eléments biographiques :

De formation pluridisciplinaire (doctorat en sciences de l’éducation : 1998 ; DESS en sciences économiques : 1990) et Maîtrise en sociologie : 1987), Vida Karen Ifrah a développé une expérience professionnelle diversifiée, exercée dans les secteurs public et privé et à l’international.

En tant que chercheur dans un laboratoire de recherche universitaire, elle a réalisé des expertises scientifiques auprès de décideurs politiques et ses recherches se sont essentiellement focalisées sur les interventions d’Aide à la Décision Politique (ADP). Ouvrant ses perspectives à l’international, elle a conduit de nombreux projets pour la Commission européenne.

Cette confrontation d’expériences (du monde académique, en passant par l’entreprise, à l’action publique locale et internationale), mobilisant des compétences différentes (réalisation de travaux de recherche, supervision d’études concrètes et gestion de projets internationaux), l’a conduit à s’intéresser aux apports de la recherche à la pratique politique, et à créer des passerelles entre les différents milieux professionnels par la conception d’une prestation au croisement de l’opérationnel et de l’innovation, du public et du privé, de la recherche et des politiques européennes et nationales : l’ADP

Contact : vida.karen.ifrah [at] aide-decision-politique.com

NGUYEN, Céline

Maître de conférences

Centre des Humanités – UMR 5600 EVS (Environnement, ville et société) – ITUS (Ingénieries, techniques, urbanisations et sociétés)

Université de Lyon – INSA de Lyon

INSA de Lyon, Centre des Humanités, 1 rue des Humanités, 69621 Villeurbanne cédex

<http://evs-itus.insa-lyon.fr>

Publications et/ou réalisations récentes :

- Nguyen Céline et Chouteau Marianne, « La place du récit dans l'intertexte. A propos de discours tenus sur la technique », in *MEI*, à paraître.
- Nguyen Céline (2010), « La formation technique en représentations. Que dire des inspirations technologiques à partir du cas de l'INSA de Lyon ? », in Bonnet, J., Bonnet R. et Raichvarg D. (dir.), *Les savoirs communicants. Entre histoire, usages et innovations*, Dijon, EUD, p.147-154.
- Nguyen Céline et CHOUREAU Marianne (dir.), *Mises en récit de la technique. Regards croisés*. A paraître aux éditions des Archives contemporaines.

Éléments d'ordre biographique :

Docteur en sciences de l'information et de la communication, j'ai d'abord développé des travaux en muséologie, notamment autour de la communication des sociétés d'amis de musées. Intégrant l'Institut National des Sciences Appliquées (INSA), une école d'ingénieurs comme enseignant-chercheur en 2002, mes travaux portent aujourd'hui sur les représentations de la technique (en lien avec le concept de technologie) et les liens entre technique et récit.

Contact : celine.nguyen[at]insa-lyon.fr

NOSAL, Claude,

CREM

Université de Haute-Alsace

PRICOPIE, Valentina

Maître de recherche

Institut de Sociologie de l'Académie Roumaine

RAICHVARG, Daniel

Professeur des Universités, Directeur du CIMEOS, Vice-président Université de Bourgogne délégation « Cultures et Cités »

Laboratoire CIMEOS communications, Médiations, Organisations, Savoirs (EA 4177)

Université de Bourgogne

36 rue Chabot Charny 21000 Dijon

<http://cimeos.u-bourgogne.fr/>

Publications et/ou réalisations récentes :

- RAICHVARG, D. (2010). La vulgarisation des sciences : fausse « traduction » et vraie « interprétation ». *Hermès*, 56. 99-106, Traduction et mondialisation.
- RAICHVARG, D. (2009). Science in the French popular media in the 1930s and 40s: radio, songs and cabaret. In *Communicating Science in 20th Century Europe, a survey on Research and Comparative Perspectives*. Arne Schirrmacher (ed.). Preprint 385, Berlin : Max-Planck-Institut für Wissenschaftsgeschichte 187-195.
- RAICHVARG, D. (2008). La vulgarisation des sciences, espace critique du scientisme. In G. Chazal (Éd.) *Valeurs des sciences*, Dijon : Éditions Universitaires de Dijon, col. Histoire et

Philosophie des Sciences (pp 31-43). Traduction en espagnol La vulgarización de las ciencias, espacio de crítica del cientificismo. In *Tecno lógicas*, 2008. 20 (pp 179-213), Medellín (Colombia) : ITM.

Eléments biographiques :

Les recherches, Les directions de recherche et les projets dans lesquels je m'implique appartiennent au domaine de la vulgarisation des sciences. La vulgarisation des sciences a été et est souvent vécue et pensée comme un ensemble peu formalisé d'actions d'éducation scientifique qui se joueraient en dehors de l'école ou en complément. Cette conception « éducative » a dominé l'ensemble des recherches jusque dans les années 1990. Progressivement cependant s'est mise en place l'intégration des recherches sur la vulgarisation comme domaine à la fois socio-institutionnel et socio-cognitif des Sciences de l'Information et de la Communication (Bernard MIÈGE, Roger ODIN, « Domaines de compétences des Sciences de l'Information et de la Communication », CNU 71e, 1993). Penser la vulgarisation des sciences comme une traduction conduit à limiter la réflexion sur son inventivité et sur sa fonction sociétale. Mon travail a ainsi toujours été en relation avec des terrains divers où s'opérait cette vulgarisation : le terrain théâtral, le terrain des bibliothèques et des musées et, à partir de la mise en place de la Mission Culture Scientifique de l'Université de Bourgogne, le terrain des actions de chercheurs.

Concepteur-bateleur de *Cabarets de Science*

Contact : daniel.raichvarg[at]u-bourgogne.fr

RICAUD, Philippe

Maître de conférences

Laboratoire CIMEOS Communications, Médiations, Organisations, Savoirs (EA 4177)

Université de Bourgogne

36 rue Chabot-Charny – 21000 Dijon

<http://cimeos.u-bourgogne.fr/>

Publications et/ou réalisations récentes :

- Taïwan, ou De la difficulté à faire entendre sa voix à l'heure d'Internet, *Hermès*, n° 55, décembre 2009, « Société civile et Internet en Chine et Asie orientale, numéro coordonné par Olivier Arifon, Liu Chang et Eric Sautédé, p. 141-144.
- When Imagination Meets Science, conférence donnée dans le cadre du projet Hubert Curien avec National ChengChi University, « Science Popularization Workshop under Taiwan-France Orchid Project : When Science Meet the General Public », 18 mars 2009
- L'imaginaire dans les revues scientifiques, colloque international BioEd 2008, « Développement durable, éthique et éducation pour les années 2020 : Quels défis pour la biologie ? », organisé par IUBS-CBE, UNESCO, LDES Université de Genève, Mission Culture Scientifique et Laboratoire CIMEOS/COSMOS, Université de Bourgogne, Dijon-Autun-Auxerre, 24-28 juin 2008, en collaboration avec Jérôme Thomas (actes sur CD)

Eléments biographiques :

Après avoir étudié la communication interculturelle Chine-Occident, j'ai orienté mon travail depuis plusieurs années sur les rapports entre imaginaire et communication. Je m'occupe particulièrement de l'imaginaire scientifique et de son empreinte sur la vulgarisation des sciences.

Contact : philippe.ricaud[at]u-bourgogne.fr

ROSSIGNOL, Karen

Ingénieur R&D au Centre de Recherche Public Henri Tudor, Luxembourg

SETTANNI, Angela

Doctorante CIM,

Ecole doctorale 247, Arts et médias

Université Sorbonne Nouvelle Paris III
Cotutelle : doctorat en Sociologie,
Université de Milan

TOPÇU, Sezin

Attachée temporaire d'enseignement et de recherche à l'Ecole Normale Supérieure de Paris
Centre Alexandre Koyré (CAK)
Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
Pavillon Chevreul 57 rue Cuvier 75231 Paris Cedex 05
<http://www.koyre.cnrs.fr/>

et

Centre d'Enseignement et de Recherche sur l'Environnement et la Société (CERES)
Ecole Normale Supérieure de Paris
24 rue Lhomond 75005 Paris
<http://www.environnement.ens.fr/>

Publications et/ou réalisations récentes :

- Topçu S., Cuny C., Serrano-Velarde (dir.), *Savoirs en débat. Perspectives franco-allemandes*, Éditions L'Harmattan, coll. Sciences et Société, Paris, 2008.
- Topçu, S., « Confronting nuclear risks : counter-expertise as politics within the French nuclear energy debate », *Nature and Culture*, 3/2, 2008, pp. 91-111.

Éléments biographiques :

Docteur en histoire des sciences et des techniques, Sezin Topçu enseigne depuis 2009 la sociologie de l'environnement et du risque à l'École Normale Supérieure de Paris. Ses recherches s'articulent autour de la gouvernabilité des technologies à risque, de la sociologie de la critique des sciences à l'époque contemporaine, de controverses environnementales et de démocratisation des choix techniques. Sa thèse de doctorat intitulée « L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome. Critique et gouvernement de la critique dans l'histoire de l'énergie nucléaire en France (1968-2008) » (Ehess, 2010, sous la direction de Dominique Pestre) accorde une place privilégiée à l'analyse des politiques de la participation. Sezin Topçu a codirigé en 2008 un ouvrage collectif s'intéressant à la place et au rôle accordés aux « savoirs » dans les démarches participatives (*Savoirs en débat : perspectives franco-allemandes*, Éditions L'Harmattan, sous la dir. de S. Topçu, C. Cuny, K. S. Velarde).

Contact : sezin.topcu[at]ens.fr

TRIQUET, Eric

Maître de conférences, HDR
IUFM de Grenoble Ecole Intégrée de l'Université Joseph Fourier
30 avenue Marcelin Berthelot, 38 100 Grenoble
et
LEPS – LIRDHIST (S2HEP au 1^{er} Janvier)
Université Lyon 1
Bâtiment La Pagode, Domaine Scientifique de La Doua
38, Boulevard Niels Bohr, 69 622 VILLEURBANNE Cedex
<http://lirdhist.univ-Lyon1.fr/LEPS/>

Publications et/ou réalisations récentes :

- TRIQUET, É. (2007). L'écriture au service du lire dans une exposition de science, la littéracie muséale. *Didaskalia*, 30, Lyon : INRP, 9-37.
- TRIQUET, É. (2007). Élaboration d'un récit de fiction et questionnement scientifique. *Aster*, 44, Paris : INRP, 107-134.
- BRUGIERE, C., & TRIQUET, É. (2010). Etude comparée de deux albums de « fiction scientifique » : Comment l'intrigue questionne les connaissances sur le réel ? in : actes du congrès international de l'AREF (Actualité de la recherche en éducation et en formation), université de Genève, 13-16 septembre 2010.

Eléments bibliographiques :

Docteur en didactique des sciences j'ai depuis toujours développé des recherches à l'interface avec les sciences de l'information et de la communication. Après avoir pris pour objet d'étude la relation entre l'école et les structures de culture scientifique, je me suis intéressé à la médiation des sciences et des techniques par le récit, via les albums de littérature jeunesse et les séries télévisées de police scientifique.

- Habilitation à diriger des recherches : la littéracie muséale
- Vice président du colloque ESERA 2011.
- 2001-2005 : Chargé de mission « culture scientifique », IUFM, académie de Grenoble
- 2006-2009 : Secrétaire général des Journées internationales sur l'éducation, la communication et la culture scientifiques, techniques et industrielles de Chamonix.

Contact : eric.triquet[at]ujf-grenoble.fr

WEILL, Agnès

Docteure en SIC, membre associé du CREM (Centre de recherche sur les médiations) EA 3476

UFR SHA Ile du Saulcy, BP 30309 57006 METZ Cedex

Université Paul Verlaine-Metz

<http://www.univ-metz.fr/ufr/sha/crem/>

Publications et/ou réalisations récentes :

- « Le débat public : entre mise en scène et médiation. Retour sur le débat public “gestion des déchets radioactifs” », [en ligne], *Les Enjeux de l'information et de la communication*, revue électronique, dossier 2009 : Nouvelles formes de débats publics sur les sciences et les techniques : approches en SIC.
- « La réversibilité à l'épreuve du débat public “déchets nucléaires”, ou l'émergence des sciences humaines et sociales dans un champ technologique », *Colloque interdisciplinaire sur la réversibilité*, Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), Nancy, 17-19 juin 2009 [actes numériques].
- « Les dispositifs du débat public français : un exemple de formes de médiations institutionnelles en évolution », *Colloque international Interagir et transmettre, informer et communiquer : quelles valeurs, quelle valorisation ?*, Tunis, 17-19 avril 2008, L. Chouikha, V. Meyer, W. Gdoura (Éds), pp. 231-246.

Thèmes de recherche : Les nouvelles formes de débat public et de médiation, autour des questions plaçant en tension science et société et interrogeant les interactions entre concertation et controverse.

Thèse de doctorat (2009) : *Débat public et déchets nucléaires en France : pour une amélioration du processus démocratique entre participation et décision ?*

Contact : agnes[at]weill-paysage.com